

Revue financière

28	Rapport de gestion	59	Centre financier international
28	Mesures non conformes aux IFRS	60	Transactions avec des parties liées
29	Vue d'ensemble des activités	61	Méthodes comptables critiques et estimations
30	Données sur le marché	65	Instruments financiers
31	Événements importants au cours de l'exercice 2016	65	Modifications futures des méthodes comptables et des estimations
33	Conjoncture du marché à l'exercice 2016	66	Contrôles et procédures de communication de l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière
33	Perspectives pour l'exercice 2017	66	Gestion des risques
34	Aperçu des exercices précédents – Exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014	69	Politique en matière de dividendes
35	Aperçu financier	69	Déclaration de dividende
40	Informations financières trimestrielles	69	Renseignements supplémentaires
43	Résultats par secteur d'activité	70	Rapport des auditeurs indépendants
55	Situation financière	71	États financiers consolidés et notes annexes
56	Arrangements hors bilan	115	Information supplémentaire
56	Situation de trésorerie et sources de financement	121	Glossaire
57	Actions privilégiées		
57	Données sur les actions en circulation		
58	Régimes de paiement fondé sur des actions		

MISE EN GARDE CONCERNANT LES ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Le présent document peut contenir des « énoncés prospectifs » (au sens des lois sur les valeurs mobilières applicables). Ces énoncés ont trait à des événements futurs ou au rendement futur, et ils reflètent les attentes, les convictions, les plans, les estimations et les intentions de la direction, ainsi que des énoncés similaires concernant des événements futurs, des résultats, des circonstances, le rendement ou des attentes qui ne sont pas des faits historiques, y compris la situation commerciale et économique, et la croissance, les résultats d'exploitation, le rendement et les perspectives et possibilités d'affaires de Groupe Canaccord Genuity. Ces énoncés prospectifs reflètent les convictions actuelles de la direction et reposent sur des renseignements dont elle dispose actuellement. Dans certains cas, l'utilisation de termes tels que « peut », « sera », « devrait », « prévoir », « projeter », « anticiper », « croire », « estimer », « prédire », « éventuel », « continuer », « cibler », « avoir l'intention de », « entendre », « pouvoir » ou l'utilisation négative de ces expressions ou d'autres expressions semblables indiquent des énoncés prospectifs. Les informations désignées comme étant des « perspectives », notamment celles de la rubrique intitulée « Perspectives pour l'exercice 2017 », contiennent de l'information prospective. Par leur nature, les énoncés prospectifs comportent des incertitudes et risques généraux et particuliers inhérents, et plusieurs facteurs pourraient faire en sorte que les faits ou les résultats réels diffèrent considérablement de ceux dont il est question dans les énoncés prospectifs. Lorsqu'il évalue ces énoncés, le lecteur devrait expressément tenir compte de divers facteurs qui peuvent faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement des énoncés prospectifs. Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter, les conditions du marché et la conjoncture économique, la nature du secteur des services financiers et les risques et incertitudes décrits de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société ainsi que dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que les facteurs dont il est question aux rubriques « Gestion des risques » du présent rapport de gestion et « Facteurs de risque » dans la notice annuelle qui abordent le risque de marché, le risque de liquidité, le risque de crédit, le risque opérationnel, le risque juridique et le risque lié à la réglementation. Les principaux facteurs ou hypothèses utilisés par la Société pour élaborer les énoncés prospectifs contenus dans le présent document comprennent, sans toutefois s'y limiter, ceux dont il est question à la rubrique « Perspectives pour l'exercice 2017 » du rapport de gestion annuel et ceux abordés de temps à autre dans les états financiers consolidés annuels et les états financiers consolidés résumés intermédiaires de la Société et dans son rapport annuel et sa notice annuelle déposés sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com. La liste qui précède n'est pas exhaustive de tous les facteurs de risque possibles qui peuvent influencer sur les résultats réels. Le lecteur doit tenir compte du fait que la liste des principaux facteurs et hypothèses qui précède n'est pas exhaustive.

Bien que les renseignements prospectifs figurant dans le présent document soient fondés sur des hypothèses raisonnables selon la direction, rien ne garantit que les résultats réels y seront conformes. Les énoncés prospectifs contenus aux présentes sont faits en date du présent document et ne doivent pas être considérés comme représentant les vues de la Société à toute date subséquente à la date du présent document. Certains énoncés figurant dans ce document peuvent être considérés comme des « perspectives financières » au sens des lois canadiennes sur les valeurs mobilières applicables, et ces perspectives financières peuvent ne pas être appropriées à des fins autres que celles du présent document. Sauf si la législation sur les valeurs mobilières applicable l'y oblige, la Société ne s'engage aucunement, et plus précisément renonce, à mettre à jour ou à modifier publiquement des énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou pour toute autre raison.

Rapport de gestion

Exercice 2016 clos le 31 mars 2016 – ce document est daté du 1^{er} juin 2016.

Le rapport de gestion suivant de Groupe Canaccord Genuity Inc. vise à aider le lecteur à évaluer les changements importants survenus dans la situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de l'exercice clos le 31 mars 2016 par rapport à l'exercice précédent, en mettant l'accent sur l'exercice le plus récent. Sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne s'y oppose, la « Société » s'entend de Groupe Canaccord Genuity Inc. et « Groupe Canaccord Genuity » désigne la Société et ses filiales directes et indirectes. « Canaccord Genuity » désigne le secteur du financement de sociétés et des marchés des capitaux de la Société. Le rapport de gestion doit être lu avec les états financiers consolidés audités des exercices clos les 31 mars 2016 et 2015, à partir de la page 71 du présent rapport. L'information financière de la Société est exprimée en dollars canadiens, à moins d'indication contraire. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015 sont préparés selon les Normes internationales d'information financière (IFRS).

Mesures non conformes aux IFRS

Certaines mesures non conformes aux IFRS sont utilisées par Groupe Canaccord Genuity Inc. comme mesures du rendement financier. Les mesures non conformes aux IFRS n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS et ne sont donc pas comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Les mesures non conformes aux IFRS présentées incluent les actifs sous administration, les actifs sous gestion, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, le rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants.

Le capital de la Société est représenté par les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires et privilégiés et, par conséquent, la direction se sert du rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires (RCP) comme mesure de la performance. La Société utilise également comme mesure de la performance la valeur comptable par action ordinaire après dilution, qui correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution, y compris les montants estimés liés aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et qui est ajustée pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA) qui n'ont pas encore été annulées ainsi que du nombre estimatif de renoncations aux actions attribuées dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

Les actifs sous administration (ASA) et les actifs sous gestion (ASG) représentent des mesures des actifs des clients non conformes aux IFRS qui sont communes aux activités de gestion de patrimoine. Les ASA – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie représentent la valeur de marché des biens des clients qui sont gérés et administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity, dont la Société tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure englobe les fonds détenus dans des comptes clients, de même que la valeur de marché globale de positions acheteur et vendeur sur titres. Les ASG au Canada comprennent tous les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de programmes qui sont généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT. Les services fournis comprennent la sélection des placements et la prestation de conseils en placement. La méthode qu'emploie la Société pour calculer les ASA – Canada, les ASG – Canada, les ASG – Royaume-Uni et Europe ou les ASG – Australie peut différer des méthodes utilisées par d'autres sociétés et, par conséquent, pourrait ne pas être comparable à celles d'autres sociétés. La direction utilise ces mesures pour évaluer le rendement opérationnel du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les ASG – Canada sont également administrés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et sont inclus dans les ASA – Canada.

Les éléments tirés des états financiers qui ne tiennent pas compte des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Les éléments importants correspondent aux frais de restructuration, à l'amortissement des immobilisations incorporelles acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, à la dépréciation du goodwill et d'autres actifs et aux éléments de la charge liée aux acquisitions, qui comprennent les frais comptabilisés dans le cadre de projets d'acquisition réalisés ou non. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

La direction est d'avis que ces mesures non conformes aux IFRS permettront une meilleure évaluation du rendement d'exploitation des activités de la Société et favoriseront une comparaison significative des résultats de la période considérée avec ceux des périodes antérieures et futures. Les chiffres présentés compte non tenu des éléments importants fournissent des renseignements utiles en excluant certains éléments qui pourraient ne pas être représentatifs des résultats d'exploitation de base de Groupe Canaccord Genuity. Il existe une restriction à l'utilisation de ces chiffres qui ne tiennent pas compte des éléments importants. En effet, les incidences comptables de ces éléments selon les IFRS reflètent en réalité les résultats financiers sous-jacents des activités de Groupe Canaccord Genuity; ainsi, ces incidences doivent être prises en compte dans l'évaluation et l'analyse des résultats financiers de la Société. Par conséquent, la direction estime que les mesures du rendement financier de la Société conformes aux IFRS et celles non conformes aux IFRS doivent être prises en compte parallèlement.

Vue d'ensemble des activités

Par l'entremise de ses principales filiales, Groupe Canaccord Genuity Inc. est une entreprise de services financiers de plein exercice indépendante et de premier plan qui exerce ses activités dans deux des principaux segments du secteur des valeurs mobilières : la gestion de patrimoine et les marchés des capitaux. Depuis sa création en 1950, la Société est mue par un engagement indéfectible à bâtir des relations clients durables. Nous y parvenons en générant de la valeur par des solutions de placement, des services de courtage et des services de financement de sociétés complets pour notre clientèle constituée de particuliers, d'institutions et de sociétés. Groupe Canaccord Genuity exploite des bureaux dans 10 pays à l'échelle mondiale, dont des bureaux de gestion de patrimoine au Canada, en Australie, au Royaume-Uni et en Europe. Canaccord Genuity, la division internationale des marchés des capitaux de la Société, mène des activités au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en France, en Irlande, à Hong Kong, en Chine, en Australie et à Dubaï.

Les actions de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont cotées sous le symbole CF à la Bourse de Toronto (TSX). Les actions privilégiées de série A de Canaccord Genuity sont négociées à la Bourse de Toronto sous le symbole CF.PR.A. et les actions privilégiées de série C de Canaccord Genuity sont inscrites sous le symbole CF.PR.C.

ACTIVITÉS DE GROUPE CANACCORD GENUITY INC.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont divisées en deux secteurs d'affaires : Canaccord Genuity (financement de sociétés et activités sur les marchés des capitaux) et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ensemble, ces activités offrent un vaste éventail de produits complémentaires de placement, de services de courtage et de services de financement de sociétés aux institutions, aux sociétés et aux particuliers clients de la Société. Le secteur administratif de la Société est désigné sous le nom de Non sectoriel et autres.

Canaccord Genuity

Canaccord Genuity offre aux sociétés et aux institutions partout dans le monde une plateforme intégrée pour la recherche sur les actions, les ventes, la négociation et le financement de sociétés, reposant sur des activités d'envergure au Canada, au Royaume-Uni, en Europe, aux États-Unis, en Chine, à Hong Kong, en Australie et à Dubaï.

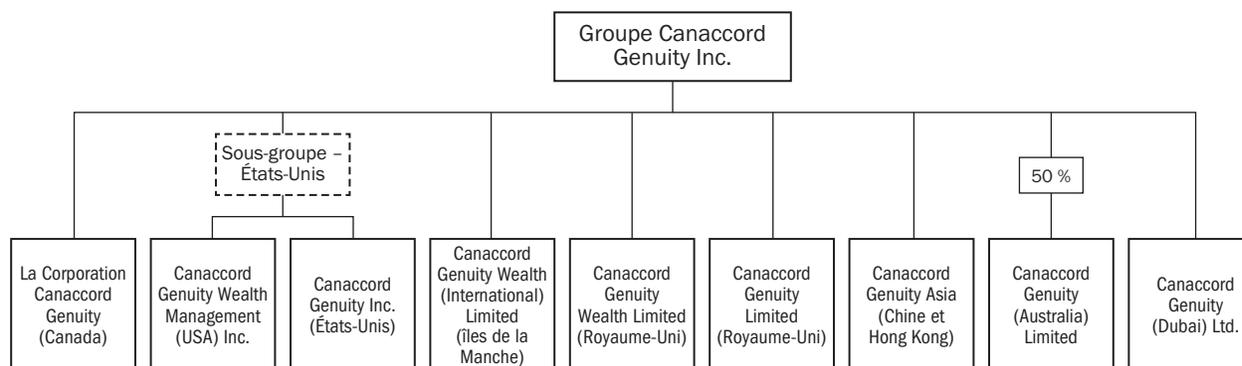
Gestion de patrimoine Canaccord Genuity

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity offre des solutions de gestion de patrimoine et des services de courtage complets aux particuliers, aux organismes de bienfaisance et aux intermédiaires, en misant sur un large éventail de services adaptés aux besoins des clients dans chacun de ses marchés. La division de gestion de patrimoine de la Société a maintenant des conseillers en placement et des experts en placement au Canada, en Australie, au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man.

Non sectoriel et autres

Le secteur administratif de Groupe Canaccord Genuity, désigné sous le nom de Non sectoriel et autres, englobe les produits des activités ordinaires et les charges liés à la prestation de services de courtage de correspondance, les intérêts bancaires et autres intérêts créditeurs, les profits et pertes de change, et les activités qui ne sont pas précisément imputables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Ce secteur comprend également les groupes de services opérationnels et de soutien de la Société, qui sont chargés des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, des activités, des affaires juridiques, des finances et de toutes les autres fonctions administratives de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Structure de la Société



L'organigramme présente les principales sociétés en exploitation de Groupe Canaccord Genuity Inc.

La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (60 % au 31 mars 2015).

ACTIVITÉS COMMERCIALES

Nos activités sont liées à la conjoncture générale sur les marchés des obligations et des actions mondiaux. La date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut aussi avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de la Société. La majeure partie

des produits tirés des transactions de prise ferme et de consultation sont comptabilisés lorsque la transaction est conclue. Ainsi, les résultats trimestriels peuvent également être touchés par le calendrier de nos activités sur les marchés des capitaux.

La Société a pris des mesures pour réduire son risque à l'égard des variations sur les marchés des actions et des économies locales en diversifiant non seulement sa couverture sectorielle, mais également sa présence à l'échelle internationale. Grâce à sa diversification dans les grands centres financiers, la Société a toujours bénéficié de la vigueur des marchés des actions.

Données sur le marché

VALEUR TOTALE DE FINANCEMENT PAR BOURSE

	T1/16	T2/16	T3/16	T4/16	Exercice 2016	Exercice 2015	Variation 2016/2015
Bourse de Toronto et Bourse de croissance TSX (en milliards \$ CA)	21,2	9,6	9,6	13,1	53,5	60,1	(11,0) %
AIM (en milliards £)	1,9	1,2	1,5	0,8	5,4	5,0	8,0 %
NASDAQ (en milliards \$ US)	32,4	20,8	12,5	10,0	75,7	84,4	(10,3) %

Sources : Statistiques de la Bourse de Toronto, statistiques de LSE AIM, Equidesk

Les valeurs totales de financement à la Bourse de Toronto, à la Bourse de croissance TSX et au NASDAQ ont toutes enregistré une diminution par rapport à l'exercice précédent.

INCIDENCE DES SOUBRESAITS DES MARCHÉS DES CAPITAUX

À titre de maison de courtage, la Société tire ses produits des activités ordinaires surtout des commissions sur ventes, de la prise ferme et des honoraires de consultation, et des activités de négociation. Par conséquent, les activités de la Société sont très sensibles à la situation sur les marchés financiers et à la conjoncture économique, principalement en Amérique du Nord et en Europe et, jusqu'à un certain point, en Asie et en Australie. Les initiatives de prospection internationales à long terme de Groupe Canaccord Genuity menées ces dernières années ont jeté des bases solides pour la diversification de ses produits des activités ordinaires. Grâce à sa stratégie d'investissement conservatrice, la Société demeure concurrentielle dans le paysage financier d'aujourd'hui en constante évolution.

Au cours de l'exercice 2016, les activités sur les marchés des capitaux de la Société ont été axées sur les secteurs suivants : technologie, soins de santé et sciences de la vie, immobilier et hôtellerie, énergie, produits financiers, produits de consommation et de détail, métaux et mines, infrastructures, médias et télécommunications, agriculture et fertilisants, transport et produits industriels, papier et produits forestiers, services de soutien, aérospatiale et matériel de défense, et placements privés. La couverture de ces secteurs englobait le financement de sociétés, les services de fusions et acquisitions et de consultation, et les activités touchant les actions institutionnelles, comme la vente, la négociation et la recherche.

Événements importants au cours de l'exercice 2016

SIÈGE SOCIAL

- Le 4 août 2015, la Société a renouvelé son offre publique de rachat dans le cours normal des activités (OPRCNA), qui lui procure la capacité de racheter, à sa discrétion, jusqu'à concurrence de 5 163 737 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto à des fins d'annulation. Au cours de l'exercice 2016, la Société a racheté et annulé 624 350 de ses actions ordinaires dans le cadre de l'OPRCNA actuelle.
- Le 11 septembre 2015, nous avons annoncé que Dan Daviau deviendrait président et chef de la direction de Groupe Canaccord Genuity Inc. le 1^{er} octobre 2015. Par suite de cette nomination, M. Daviau s'est joint au conseil d'administration de Canaccord Genuity.
- Le 1^{er} octobre 2015, la Société a annoncé que des améliorations seraient apportées à son équipe de haute direction et son comité de gestion mondial, qui relèvent de Dan Daviau.
- Le 11 février 2016, la Société a annoncé qu'elle prévoyait réduire de 12 % son personnel dans les activités liées aux marchés des capitaux et aux infrastructures au Canada, au Royaume-Uni et aux États-Unis (7 % du personnel à l'échelle de la Société).
- Le 1^{er} avril 2016, la Société a annoncé qu'elle s'était retirée de la Bourse de Londres.
- Le 4 avril 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Canada) et Credit Suisse Asset Management ont annoncé un partenariat stratégique exclusif.
- Le 8 avril 2016, la Société et SAC Capital Private Limited ont annoncé la vente de Canaccord Genuity Singapore Limited et une entente de partenariat stratégique.

CANACCORD GENUITY

- Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 532,3 millions \$ à l'exercice 2016.
- La perte nette avant impôt compte non tenu des éléments importants¹ s'est établie à 10,2 millions \$, en baisse de 54,5 millions \$ par rapport à celle de l'exercice précédent.
- Canaccord Genuity a été chef de file pour 66 transactions à l'échelle internationale, chacune dépassant 1,5 million \$, mobilisant ainsi un produit total de 4,3 milliards \$ CA au cours de l'exercice 2016. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a été chef de file pour 22 transactions, qui ont recueilli 1,4 milliard \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a été chef de file pour 11 transactions, qui ont totalisé 2,0 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a été chef de file pour 9 transactions, qui ont totalisé 444,3 millions \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a été chef de file pour 24 transactions, qui ont mobilisé 509,2 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity a participé à un total de 157 transactions dans le monde, chacune dépassant 1,5 million \$ CA, mobilisant ainsi un produit brut de 34,8 milliards \$ CA. Sur ces transactions :
 - le secteur du Canada a participé à 118 transactions, qui ont recueilli 23,1 milliards \$ CA;
 - le secteur du Royaume-Uni a participé à 2 transactions, qui ont recueilli 4,3 milliards \$ CA;
 - le secteur des États-Unis a participé à 36 transactions, qui ont recueilli 7,3 milliards \$ CA;
 - le secteur de l'Asie et de l'Australie a participé à 1 transaction, qui ont mobilisé 17,3 millions \$ CA.
- Au cours de l'exercice 2016, les transactions de financement de sociétés importantes pour Canaccord Genuity ont compris les suivantes :
 - Une transaction de 2,45 milliards £ pour Worldpay Group PLC à la Bourse de Londres
 - Une émission de droits souscrite par prise ferme de 451,0 millions £ pour Optimal Payments PLC à l'AIM dans le cadre de son projet d'acquisition de Skrill Group pour 1,1 milliard €
 - Une transaction de 531,3 millions \$ US pour Atlassian Corporation PLC au NASDAQ
 - Une transaction de 227,0 millions £ pour Playtech PLC à la Bourse de Londres
 - Deux transactions totalisant 205,8 millions £ pour The Renewables Infrastructure Group Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 200,7 millions £ pour Market Tech Holdings Limited à l'AIM
 - Une transaction de vente de 121 millions £ pour Paysafe Group plc à la Bourse de Londres
 - Trois transactions totalisant 178,2 millions £ pour HICL Infrastructure Company Limited à la Bourse de Londres
 - Une transaction de 460,1 millions \$ CA pour Pembina Pipeline Corporation à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 402,5 millions \$ CA pour Acasta Enterprises Inc. à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 250,3 millions \$ CA pour Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 206,9 millions \$ US pour Atara Biotherapeutics, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 155,2 millions \$ US pour ConforMIS, Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 138,0 millions \$ US pour Penumbra Inc. à la Bourse de New York
 - Une transaction de 117,2 millions \$ US pour vTv Therapeutics Inc. au NASDAQ
 - Une transaction de 110,1 millions \$ US pour Hutchison China Medtech au NASDAQ
 - Une transaction de 250,3 millions \$ CA pour Canadian Apartment Properties Real Estate Investment Trust à la Bourse de Toronto
 - Une transaction de 200,0 millions \$ CA pour AltaGas Ltd. à la Bourse de Toronto
 - Deux transactions totalisant 157,3 millions \$ AU pour Orocobre Limited à la Bourse d'Australie
 - Une transaction de 102,0 millions \$ US pour DP Aircraft I Limited à la Bourse de Londres

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

- Au Canada, Canaccord Genuity a participé à la mobilisation de 198,7 millions \$ pour des émissions d'obligations gouvernementales et d'obligations de sociétés au cours de l'exercice 2016.
- Au cours de l'exercice 2016, les transactions de fusions et acquisitions et de consultation importantes ont compris les suivantes :
 - Conseiller de Linxens SAS dans le cadre de sa vente à CVC Capital Partners par Astorg Partners pour un montant de 1,5 milliard €
 - Conseiller d'Amica Mature Lifestyles Inc. dans le cadre de sa vente à BayBridge Seniors Housing Inc. pour un montant de 986 millions \$ CA
 - Conseiller de Playtech PLC dans le cadre de l'acquisition de 91,1 % de TradeFX Limited pour un montant de 458,0 millions €
 - Conseiller de COM DEV International Ltd. dans le cadre de la vente de son entreprise d'équipement à Honeywell International Inc. pour un montant de 455 millions \$ CA et de la scission d'exactEarth pour un montant de 125 millions \$ CA
 - Conseiller de NTR Plc dans le cadre de la fermeture de son fonds de placement, NTR Wind, pour un montant de 250 millions €
 - Conseiller de Kicking Horse Energy Inc. dans le cadre de sa vente à ORLEN Upstream Canada pour un montant de 356 millions \$ CA
 - Conseiller de Distech Controls Inc. dans le cadre de sa vente à Acuity Brands Inc. pour un montant de 318 millions \$ CA
 - Conseiller de LED Linear dans le cadre de sa vente à Fagerhult pour un montant de 61 millions €
 - Conseiller de NYX Gaming Group Limited dans le cadre de son acquisition de Chartwell Technology Inc. et de Cryptologic Limited pour un montant de 150 millions \$
 - Conseiller d'Harvest International New Energy, Inc., une filiale de Sunshine Kaidi New Energy Group Co. of China, dans le cadre de l'acquisition d'Alter NRG Corporation pour un montant de 147,0 millions \$ CA
 - Conseiller d'Investcorp, par l'intermédiaire de son véhicule de placement, Orca Bidco Limited, dans le cadre de l'acquisition d'OpSec Security Group PLC pour un montant de 66,7 millions £
 - Conseiller d'Ephesus Lighting, Inc. dans le cadre de sa vente à Eaton Corporation PLC
 - Conseiller d'American Eagle Energy dans le cadre de sa vente à Resource Energy Can-AM LLC
 - Conseiller de CalAmp dans le cadre de l'acquisition de Lojack Corporation pour un montant de 134 millions \$ US
 - Conseiller de CryoLife, Inc. dans le cadre de l'acquisition de On-X Life Technologies Holdings, Inc. pour un montant de 130 millions \$ US
 - Conseiller d'Ashley Park Financial Services Corp. dans le cadre du financement transfrontalier de sa dette
 - Conseiller de Charles Bank Capital Partners dans le cadre de son acquisition de Six Degrees Technology Group Limited
 - Conseiller de Shoe Sensation, Inc. dans le cadre de sa vente à J.W. Childs Associates, L.P.
 - Conseiller de Bridgepoint Development Capital et des actionnaires de Siblu Holdings Limited dans le cadre de la vente de Siblu à Stirling Square Capital Partners
 - Conseiller de Data & Audio-Visual Enterprises Wireless Inc., qui mène ses activités sous le nom Mobilicity, dans le cadre de sa vente à Rogers Communications

GESTION DE PATRIMOINE (MONDIAL)

- À l'échelle mondiale, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity a généré des produits des activités ordinaires de 252,7 millions \$ au cours de l'exercice 2016.
- Les actifs sous administration au Canada et les actifs sous gestion au Royaume-Uni et en Europe ainsi qu'en Australie totalisaient 32,7 milliards \$ au 31 mars 2016².

GESTION DE PATRIMOINE (AMÉRIQUE DU NORD)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) a généré des produits des activités ordinaires de 108,2 millions \$ au cours de l'exercice 2016.
- La perte nette avant impôt compte non tenu des éléments importants s'est établie à 7,5 millions \$¹.
- Les actifs sous administration s'établissaient à 9,2 milliards \$ au 31 mars 2016, en baisse de 14,3 % par rapport à 10,7 milliards \$ à la fin de l'exercice 2015².
- Les actifs sous gestion s'établissaient à 1,3 milliard \$ au 31 mars 2016, en baisse par rapport à 1,6 milliard \$ à la fin de l'exercice 2015².
- Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity comptait 139 équipes de conseillers au Canada³, soit 13 équipes de moins qu'au 31 mars 2015.

GESTION DE PATRIMOINE (ROYAUME-UNI ET EUROPE)

- Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) a généré des produits des activités ordinaires de 138,4 millions \$ et, compte non tenu des éléments importants, a comptabilisé un résultat net de 23,9 millions \$ avant impôt à l'exercice 2016¹.
- Les actifs sous gestion (discrétionnaires et non discrétionnaires) ont atteint 22,8 milliards \$ (12,2 milliards £), une hausse de 4,7 % par rapport à 21,8 milliards \$ (11,6 milliards £) à la fin de l'exercice 2015².
- Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity regroupait 118 gestionnaires en placement et gestionnaires de fonds au Royaume-Uni et en Europe, soit 4 de plus qu'au 31 mars 2015.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

3) Les équipes de conseillers comprennent normalement un ou plusieurs conseillers en placement et leurs assistants et adjoints, qui gèrent un ensemble commun de comptes clients. Les équipes de conseillers qui sont dirigées par un conseiller en placement ou constituées d'un seul conseiller en placement qui détient son permis depuis moins de trois ans sont exclues du nombre de nos équipes de conseillers, car il faut habituellement trois ans environ à un nouveau conseiller en placement pour se constituer un portefeuille de taille moyenne.

Conjoncture du marché à l'exercice 2016

Au cours du premier semestre de l'exercice 2016, les conditions de la croissance économique dans les marchés émergents et les marchés développés se sont détériorées, ce qui a ravivé les craintes relatives à un ralentissement de la croissance mondiale. Le sentiment négatif des investisseurs a pesé lourdement sur les actifs risqués, plus particulièrement sur le prix des produits de base. La Réserve fédérale américaine (Fed) a également influé sur les marchés financiers mondiaux, alors que les devises des marchés émergents ont chuté sous le poids des attentes à l'égard d'une hausse des taux. De ce fait, de nombreuses banques centrales des marchés émergents ont été forcées de défendre leur devise et de combattre l'inflation en haussant les taux directeurs, ce qui s'est traduit par une croissance économique anémique dans la plupart des marchés émergents. En Chine, le marché boursier a connu un cycle baissier, mais les autorités ont finalement réussi à freiner la dégringolade des actions chinoises grâce à la relance monétaire et budgétaire. En Inde, la Reserve Bank of India (RBI) a également mis en place des mesures de relance dans la région, abaissant les taux d'intérêt de 50 points de base (pdb) en septembre 2015, soit au-delà des attentes. Dans l'ensemble, les conditions monétaires mondiales sont demeurées favorables, ce qui a conduit les banques centrales à accélérer le rythme de la relance monétaire et la Banque centrale européenne (BCE) à poursuivre son programme d'assouplissement quantitatif. Le Conseil de la Réserve fédérale américaine a maintenu son taux cible à zéro, du fait que les conditions de financement mondiales se sont considérablement resserrées. La force du dollar américain, la faiblesse de l'activité manufacturière, la stagnation des salaires et les faibles prix des produits de base sont au nombre des facteurs qui ont gardé la Fed sur la touche. Au Canada, par suite de la baisse des dépenses en immobilisations des producteurs de produits de base et du déficit de la balance commerciale, l'économie a enregistré sa première récession technique depuis la crise financière de 2008 et 2009. La Banque du Canada a reconnu la faiblesse de l'économie au cours du premier semestre de l'année civile 2015 et a réduit son taux cible de 25 pdb au début de juillet.

Au cours du second semestre de l'exercice 2016, la Fed a haussé son taux cible de 25 pdb pour la première fois depuis 2006, du fait de la forte croissance de l'emploi et de l'amélioration de la conjoncture des marchés financiers. Bien que l'inflation ait été inférieure à la cible de 2 % de la Fed, les membres du Federal Open Market Committee (FOMC) considéraient la plupart des facteurs à avoir pesé sur les prix à la consommation comme étant transitoires. Cela dit, la Fed a indiqué que ses futures décisions en matière de politique monétaire continueront de dépendre des données. Dans l'ensemble, l'activité manufacturière et les résultats des sociétés ont souffert du ralentissement de la croissance mondiale et de la force du dollar américain pondéré selon les échanges commerciaux. En mars 2016, la BCE a procédé à deux baisses de taux additionnelles, qui ont porté le taux de la facilité de dépôt à -0,4 %. Suivant l'exemple d'autres banques centrales, la Banque du Japon a elle aussi adopté une politique de taux d'intérêt négatifs en janvier 2016. Pendant ce temps, l'économie chinoise se transforme lentement en une économie axée sur les services plutôt que sur le secteur manufacturier. Les autorités chinoises ont dévalué de façon stable le yuan chinois afin de stimuler la croissance économique au moyen des exportations. Au Canada, l'élection d'un gouvernement libéral et le programme de dépenses très dynamique de celui-ci pourraient éventuellement atténuer l'incidence négative des réductions des dépenses en immobilisations dans les secteurs de l'énergie et des mines. Parallèlement, l'économie canadienne est demeurée au ralenti en raison des faibles prix de l'énergie. La lutte qui oppose les pays de l'OPEP et les autres pays non membres de l'OPEP (particulièrement les producteurs de pétrole de schiste américains) pour conquérir des parts de marché, l'offre excédentaire, la faible croissance de la demande et la force du dollar américain ont entraîné le pétrole brut dans une spirale baissière. Les perspectives d'un ajustement naturel du mécanisme de l'offre et de la demande ainsi qu'une possible interruption de la production par les pays de l'OPEP (qui ne s'est pas matérialisée) sont au nombre des facteurs ayant contribué à freiner la baisse des prix de l'énergie et des produits de base en février 2016. En raison de la dégringolade des prix du pétrole qui a poussé les attentes à l'égard de l'inflation dans un creux comparable à ceux observés pendant la crise financière mondiale de 2008 et 2009, des vives turbulences financières à l'échelle mondiale et de la croissance économique mondiale anémique, la Fed est restée sur la touche au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016.

La faiblesse de la croissance économique mondiale et l'abondance de l'offre ont nui au prix des produits de base au cours de l'exercice 2016. Les prix du pétrole brut et du cuivre ont tous deux chuté de 20 %, alors que ceux de l'or (+3,9 %) ont profité de la dépréciation du dollar américain (-3,8 %), de la volatilité accrue sur les marchés et des transactions réalisées en vertu des politiques de taux d'intérêt négatifs en Europe et au Japon. L'incidence négative de la baisse des prix des produits de base sur le dollar canadien (-2,4 %) n'a rien d'étonnant. Dans l'ensemble, les actions des sociétés du secteur canadien des ressources (-17,8 %) ont dégagé un rendement inférieur à celui du marché, tandis que les actions cycliques des secteurs autres que celui des ressources (-2,5 %) et les actions défensives (+1,0 %) ont affiché un rendement supérieur à celui du S&P/TSX (-9,4 %). Moins sensible aux prix des produits de base, le S&P 500 a affiché un rendement stable à la clôture de l'exercice (-0,4 %), les rendements des obligations du Trésor américain à 10 ans ont glissé de 16 pdb, et les rendements des obligations de sociétés cotées BAA ont bondi de 41 pdb. Enfin, les faibles prix des produits de base ont particulièrement pesé sur le rendement de l'indice des titres à petite capitalisation S&P/TSX (-8,4 %).

Perspectives pour l'exercice 2017

Nous sommes d'avis que le monde tirerait profit d'un dollar américain faible mais stable. Pour l'instant, les attentes à l'égard de la croissance mondiale correspondent à ce qui a été observé au cours des dernières années, soit environ 3 %. Il est devenu de plus en plus difficile pour les banques centrales des marchés développés de stimuler la croissance au moyen de politiques monétaires. D'après les nouvelles prévisions de croissance par pays du FMI, nous estimons que les États-Unis (12 %) et les marchés émergents (74 %) contribueront pour 85 % de la croissance du PIB mondial. S'il est vrai que la corrélation entre un fort dollar américain et l'activité économique est négative dans ces deux zones, nous nous attendons à ce qu'une dépréciation du dollar américain soutienne la croissance mondiale. Gardant cette perspective à l'esprit, nous croyons que la Fed restera prudente à l'égard du rythme de son resserrement. Si les avantages de la politique monétaire sont pratiquement épuisés dans les marchés développés, le fardeau relatif aux stimuli monétaires revient aux banques centrales des marchés émergents. La récente appréciation des devises des marchés émergents et les tendances en matière de désinflation sont de bon augure, car elles permettent aux banques centrales dans ces pays de mettre en

œuvre des mesures de relance monétaire et budgétaire pour stimuler la croissance. Ainsi, nous nous attendons à ce que la consommation reste relativement vigoureuse dans les marchés émergents et que l'activité manufacturière se redresse vers la fin de l'exercice à la faveur d'une appréciation des prix des produits de base.

Nous prévoyons que l'activité manufacturière connaîtra une recrudescence à l'échelle mondiale au second semestre de l'exercice 2017, ce qui entraînera une reprise modeste mais synchronisée des économies des marchés développés et des marchés émergents. La réaccélération de la croissance mondiale devrait soutenir les prix des actions et des produits de base. Grâce à la force gravitationnelle des rendements obligataires européens et japonais ainsi qu'à la baisse des taux directeurs dans les marchés émergents, les rendements obligataires américains ne devraient pas afficher un rebond marqué, un autre facteur positif pour les actifs risqués. Bien que l'on s'attende à ce que la Fed normalise graduellement les taux d'intérêt, les conditions du marché de l'emploi aux États-Unis, l'inflation, le dollar américain et les conditions financières à l'échelle mondiale dicteront probablement le rythme de cette normalisation. À notre avis, il est invraisemblable que la Fed hausse les taux d'intérêt avant que l'économie mondiale soit assez robuste pour absorber les conséquences d'un dollar américain plus fort. Cela dit, si les rapports sur l'emploi et l'inflation aux États-Unis restent favorables, la Fed restera probablement sur la touche et les marchés boursiers mondiaux resteront volatils. Dans l'ensemble, nous pensons que les conditions sont en place pour que les marchés boursiers dégagent de meilleurs rendements qu'au cours de l'exercice 2016. Les actions canadiennes devraient continuer de dégager un rendement supérieur à celui de leurs contreparties mondiales, compte tenu de la forte pondération de l'indice S&P/TSX dans le secteur des ressources. La demande pour des titres du secteur des ressources devrait rester vigoureuse, à la faveur de l'amélioration des perspectives de croissance dans les marchés émergents, d'un dollar américain relativement faible et de l'équilibre entre l'offre et la demande qui a été atteint dans de nombreux marchés des produits de base au cours de l'exercice.

En ce qui a trait aux activités sur les marchés des capitaux, nous nous attendons à ce qu'une reprise économique mondiale plus vaste se traduise par des apports plus importants des diverses plateformes géographiques de Canaccord Genuity. Plus particulièrement, nous pensons que, grâce à la remontée des prix des produits de base et des actions dans le secteur des ressources, de meilleures possibilités d'affaires se présenteront. D'abord, la volatilité supérieure à la moyenne dans les régions axées sur les ressources devrait favoriser la vigueur des activités de placement pour compte secondaires. Ensuite, les émissions d'actions devraient être plus nombreuses, car de nombreuses sociétés dans le secteur des ressources doivent encore assainir leur bilan. Enfin, les occasions d'acquisition d'actifs dévalorisés dans le secteur des ressources devraient stimuler les activités de fusions et acquisitions et de consultation. Cela dit, l'incertitude à l'égard du calendrier et de l'ampleur du processus de normalisation de la Fed pourrait donner lieu à plusieurs épisodes de volatilité sur les marchés au cours de l'exercice. Cependant, grâce à la modération des perspectives en matière de récession, à l'abondance des liquidités et aux attentes à l'égard d'une amélioration modérée de l'économie mondiale, les actifs risqués seront davantage favorisés au cours de l'exercice 2017.

Aperçu des exercices précédents – Exercice 2015 par rapport à l'exercice 2014

Le total des produits des activités ordinaires pour l'exercice clos le 31 mars 2015 (exercice 2015) s'est élevé à 880,8 millions \$, en hausse de 25,5 millions \$, ou 3,0 %, par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2014.

Groupe Canaccord Genuity a inscrit une perte nette de 11,3 millions \$ au cours de l'exercice 2015, comparativement à un résultat net de 52,1 millions \$ à l'exercice 2014, attribuable surtout à certains éléments importants qui comprennent les charges de dépréciation du goodwill, les frais de restructuration et le devancement des attributions d'actions en cours par suite du décès de l'ancien chef de la direction. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat net pour l'exercice 2015 a été de 39,3 millions \$, en baisse de 29,5 millions \$ par rapport à l'exercice 2014.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

Aperçu financier

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES^{1, 2}

	Pour les exercices clos les 31 mars				
(en milliers \$ CA, sauf les montants par action, les pourcentages et le nombre d'employés)	2016	2015	2014	Variation 2016/2015	
Groupe Canaccord Genuity (GCGI)					
Produits des activités ordinaires					
Commissions et honoraires	376 817 \$	374 058 \$	361 647 \$	2 759 \$	0,7 %
Financement de sociétés	134 207	238 517	221 410	(104 310)	(43,7) %
Honoraires de consultation	158 002	151 336	139 142	6 666	4,4 %
Négociation à titre de contrepartiste	85 559	75 217	91 313	10 342	13,7 %
Intérêts	16 830	22 212	24 549	(5 382)	(24,2) %
Autre	16 390	19 423	17 183	(3 033)	(15,6) %
Total des produits des activités ordinaires	787 805	880 763	855 244	(92 958)	(10,6) %
Charges					
Rémunération au rendement	417 876	455 480	413 289	(37 604)	(8,3) %
Charges salariales	92 981	85 770	91 135	7 211	8,4 %
Autres charges indirectes ³	302 530	305 822	280 746	(3 292)	(1,1) %
Frais de restructuration ⁴	17 352	24 813	5 486	(7 461)	(30,1) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁵	321 037	14 535	—	306 502	négl.
Total des charges	1 151 776	886 420	790 656	265 356	29,9 %
Résultat avant impôt sur le résultat	(363 971)	(5 657)	64 588	(358 314)	négl.
Résultat net	(358 567) \$	(11 318) \$	52 057 \$	(347 249) \$	négl.
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(358 471) \$	(13 184) \$	51 413 \$	(345 287) \$	négl.
Participations ne donnant pas le contrôle	(96) \$	1 866 \$	644 \$	(1 962) \$	(105,1) %
Résultat par action ordinaire (RPA) – de base	(4,09) \$	(0,27) \$	0,42 \$	(3,82) \$	négl.
RPA – après dilution	(4,09) \$	(0,27) \$	0,39 \$	(3,82) \$	négl.
Rendement des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	(50,4) %	(2,9) %	4,4 %	(47,5) p.p.	
Dividendes par action ordinaire	0,10 \$	0,25 \$	0,20 \$	(0,15) \$	
Valeur comptable par action ordinaire après dilution ⁶	4,99 \$	8,71 \$	9,05 \$	(3,72) \$	
Compte non tenu des éléments importants⁷					
Total des charges	793 862 \$	827 458 \$	770 587 \$	(33 596) \$	(4,1) %
Résultat avant impôt sur le résultat	(6 057) \$	53 305 \$	84 657 \$	(59 362) \$	(111,4) %
Résultat net	(5 995) \$	39 330 \$	68 846 \$	(45 325) \$	(115,2) %
Résultat net attribuable aux actionnaires de GCGI	(6 620) \$	36 448 \$	67 211 \$	(43 068) \$	(118,2) %
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	625 \$	2 882 \$	1 635 \$	(2 257) \$	(78,3) %
RPA – après dilution	(0,21) \$	0,25 \$	0,54 \$	(0,46) \$	(184,0) %
Données tirées de l'état de la situation financière					
Total de l'actif	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	(945 359) \$	(21,6) %
Total du passif	2 665 895	3 242 088	3 831 030	(576 193)	(17,8) %
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	(1 553)	(15,1) %
Total des capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	(367 613)	(32,9) %
Nombre d'employés	1 795	1 928	2 004	(133)	(6,9) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf en ce qui concerne le RCP, la valeur comptable par action ordinaire après dilution, les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Les résultats d'exploitation des activités australiennes ont été entièrement consolidés, et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015 et 50 % à l'exercice 2014).

3) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

4) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis. Les frais de restructuration de l'exercice 2014 comprennent des charges engagées principalement relativement à la restructuration de nos activités de ventes et de négociation au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe et certains frais liés à la fermeture de bureaux.

5) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada et aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. La charge de dépréciation du goodwill comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.

6) La valeur comptable par action ordinaire après dilution correspond au total des capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires divisé par le nombre d'actions ordinaires, après dilution, en circulation, y compris les montants estimés relativement aux engagements à l'égard de l'émission d'actions, et ajusté pour tenir compte des actions achetées dans le cadre de l'OPRCNA mais non encore annulées et du nombre estimatif de renoncations relativement aux actions dont les droits n'ont pas été acquis aux termes des régimes de paiements fondés sur des actions.

7) Le résultat net et le résultat par action ordinaire, compte non tenu des éléments importants, tiennent compte des ajustements après impôt découlant de ces éléments. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » ci-dessous.
négl. : négligeable

PRINCIPALES INFORMATIONS FINANCIÈRES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS¹

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars				
	2016	2015	2014	Variation 2016/2015	
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	787 805 \$	880 763 \$	855 244 \$	(92 958) \$	(10,6) %
Total des charges selon les IFRS	1 151 776	886 420	790 656	265 356	29,9 %
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	5 409	6 823	6 742	(1 414)	(20,7) %
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	321 037	14 535	—	306 502	négl.
Frais de restructuration	11 305	20 997	5 486	(9 692)	(46,2) %
Frais de développement	1 157	—	—	1 157	négl.
<i>Éléments importants comptabilisés par</i>					
<i>Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>					
Amortissement des immobilisations incorporelles	6 055	7 591	7 841	(1 536)	(20,2) %
Frais de restructuration	165	783	—	(618)	(78,9) %
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur</i>					
<i>Non sectoriel et autres</i>					
Frais de restructuration	5 882	3 033	—	2 849	93,9 %
Frais de développement	6 904	5 200	—	1 704	32,7 %
Total des éléments importants	357 914	58 962	20 069	298 952	négl.
Total des charges compte non tenu des éléments importants	793 862	827 458	770 587	(33 596)	(4,1) %
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	(6 057) \$	53 305 \$	84 657 \$	(59 362) \$	(111,4) %
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	(62)	13 975	15 811	(14 037)	(100,4) %
Résultat net – ajusté	(5 995) \$	39 330 \$	68 846 \$	(45 325) \$	(115,2) %
RPA – de base, ajusté	(0,21) \$	0,27 \$	0,59 \$	(0,48) \$	(177,8) %
RPA – après dilution, ajusté	(0,21) \$	0,25 \$	0,54 \$	(0,46) \$	(184,0) %

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.
négl. : négligeable

CHANGE

Les produits des activités ordinaires et les charges de nos établissements à l'étranger sont initialement comptabilisés dans leur monnaie fonctionnelle respective, puis convertis en dollars canadiens aux cours de change en vigueur durant la période. Au cours de l'exercice 2016, en regard de l'exercice 2015, la livre sterling et le dollar américain se sont appréciés d'environ respectivement 7,0 % et 14,3 % par rapport au dollar canadien. Cette appréciation a contribué à la hausse de certains postes de produits des activités ordinaires et de charges en dollars canadiens comparativement aux périodes correspondantes précédentes et doit être prise en considération lors de l'examen de l'analyse de nos résultats consolidés et de ceux de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Royaume-Uni et Europe) qui suit.

GOODWILL

Pour déterminer si un test de dépréciation doit être effectué, la Société prend en considération des facteurs tels que sa capitalisation boursière, les conditions du marché et la conjoncture économique générale ainsi que les conditions du marché dans les secteurs clés où elle exerce des activités et l'incidence que ces facteurs pourraient avoir sur les activités de la Société.

L'incidence combinée de la faiblesse des marchés boursiers à l'échelle mondiale et de chacune des principales régions où les unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux de la Société mènent leurs activités a entraîné le fléchissement des activités commerciales, la baisse des produits des activités ordinaires et la diminution de la rentabilité de ces unités d'exploitation. Du fait de l'évolution défavorable du contexte commercial, de la faiblesse continue des prix des produits de base et des perspectives moroses pour l'année civile 2016 alors que persistent les conditions économiques négatives, il a été déterminé que la valeur comptable de chacune de nos unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux dépassait leur juste valeur, comme établie conformément aux normes comptables applicables. Selon ces normes, la juste valeur doit correspondre à une estimation du prix auquel un actif serait vendu ou un passif serait transféré dans le cadre d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la clôture de la période de présentation de l'information financière dans les conditions du marché à cette date (une valeur de sortie à la date d'évaluation). Au troisième trimestre de l'exercice 2016, la Société a donc établi que la valeur comptable de chacune des unités d'exploitation de la division des marchés des capitaux était supérieure à ses estimations de leur valeur recouvrable, et que le goodwill affecté à ces unités d'exploitation s'était déprécié. Par conséquent, elle a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux unités d'exploitation suivantes du secteur Canaccord Genuity : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger

à Singapour – 24,3 millions \$. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

À partir des estimations préliminaires faites par la direction en ce qui a trait aux produits des activités ordinaires et à la performance opérationnelle, des taux de croissance et d'autres hypothèses qui sont habituellement formulées à l'égard des modèles de flux de trésorerie actualisés, la Société a déterminé, au 31 mars 2016, que le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée indéterminée affectés à ses unités d'exploitation de la division de Gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe n'avaient pas subi de perte de valeur. Cette situation pourrait changer du fait de l'incertitude persistante à l'égard de la situation économique. Si le contexte commercial demeurerait incertain et que la Société n'était pas en mesure de réaliser ses prévisions internes, celle-ci pourrait conclure à la dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée et devoir comptabiliser au cours de périodes futures une charge de dépréciation relative au goodwill affecté aux unités d'exploitation de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe ou au goodwill résiduel affecté à Canaccord Genuity au Canada. Si des changements défavorables raisonnablement possibles étaient apportés aux principales hypothèses utilisées aux fins des tests de dépréciation à l'égard du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée, le montant recouvrable estimatif d'une partie ou de l'ensemble des UGT applicables pourrait devenir inférieur à leur valeur comptable, ce qui pourrait donner lieu à la comptabilisation de charges de dépréciation. Le montant de toute charge de dépréciation pourrait influencer sur une partie ou la totalité des montants comptabilisés au titre du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée indéterminée. Les charges de dépréciation seraient établies en fonction de l'incidence de tout changement apporté aux principales hypothèses, y compris toute répercussion de ces changements sur le résultat d'exploitation estimatif et d'autres facteurs.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Sur une base consolidée, les produits des activités ordinaires sont générés par six activités : les commissions et les honoraires liés aux activités de placement pour compte et de gestion de patrimoine de particuliers, le financement de sociétés, les honoraires de consultation, la négociation à titre de contrepartiste, les intérêts et les produits divers.

S'établissant à 787,8 millions \$, les produits des activités ordinaires de l'exercice 2016 ont reculé de 10,6 %, ou 93,0 millions \$, en regard de ceux de l'exercice 2015, principalement en raison d'une baisse des produits tirés des activités de financement de sociétés dans l'ensemble des régions géographiques. Les produits tirés de nos activités sur les marchés des capitaux ont connu un recul de 80,8 millions \$, ou 13,2 %, par rapport à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Canada ont été 17,1 millions \$, ou 13,7 %, moins élevés à l'exercice 2016 qu'à l'exercice 2015. Notre secteur Non sectoriel et autres a représenté 7,8 millions \$ de la baisse globale des produits des activités ordinaires. Les produits des activités ordinaires tirés de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe ont augmenté de 12,8 millions \$, ou 10,2 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Les produits tirés des commissions et des honoraires proviennent principalement des activités de négociation pour les particuliers et des ventes et activités de négociation institutionnelles. Les produits tirés des commissions et des honoraires ont augmenté de 2,8 millions \$, ou 0,7 %, par rapport à ceux de l'exercice 2015 pour s'établir à 376,8 millions \$ à l'exercice 2016. L'apport à cette augmentation de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis a été respectivement de 12,9 millions \$ et 4,9 millions \$; celui-ci a cependant été contrebalancé par une diminution des produits tirés des commissions et des honoraires dans les autres activités.

Par suite de l'affaiblissement des conditions du marché, les produits tirés des activités de financement de sociétés ont reculé de 104,3 millions \$ pour s'établir à 134,2 millions \$ à l'exercice 2016, par rapport à 238,5 millions \$ à l'exercice 2015. Les produits tirés du financement de sociétés ont reculé dans toutes les régions géographiques, plus particulièrement dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, où ils ont baissé de 57,4 millions \$ sur douze mois. En plus du fléchissement des activités de financement à la période considérée, la clôture de la transaction visant Amaya Gaming au T2/15 avait grandement contribué aux produits tirés du financement de sociétés dans nos activités au Canada pour l'exercice 2015, ce qui explique que les produits tirés du financement de sociétés étaient beaucoup plus élevés à l'exercice précédent qu'à l'exercice considéré.

Les honoraires de consultation de 158,0 millions \$ représentent une augmentation de 6,7 millions \$, ou 4,4 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation est essentiellement attribuable à l'intensification des activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, où les honoraires de consultation se sont accrus de 11,2 millions \$, alors qu'un plus grand nombre de transactions a été réalisé à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice précédent. La plus forte baisse a été enregistrée dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, soit 4,4 millions \$. Cette baisse provient surtout de la réduction des activités des sociétés.

L'augmentation de 10,3 millions \$ des produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste, qui se sont établis à 85,6 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, s'explique surtout par la hausse des produits des activités ordinaires enregistrés par le groupe Actions internationales dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis. La hausse des produits tirés des activités de négociation aux États-Unis à titre de contrepartiste ont été contrebalancés par des baisses respectivement de 2,3 millions \$ et 1,2 million \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe. En plus, une perte de 4,0 millions \$ a été enregistrée dans le secteur Non sectoriel et autres relativement à une charge de dépréciation liée à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc.

Les produits d'intérêts ont reculé de 5,4 millions \$ par rapport à l'exercice 2016, ce qui est en grande partie imputable à une réduction dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les autres produits qui se sont établis à 16,4 millions \$ ont reculé de 3,0 millions \$, ou 15,6 %, par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015, en partie en raison de la baisse des profits de change.

CHARGES

Charges en pourcentage des produits des activités ordinaires

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Rémunération au rendement	53,0 %	51,7 %	1,3 p.p.
Charges salariales	11,8 %	9,8 %	2,0 p.p.
Autres charges indirectes ¹	38,4 %	34,7 %	3,7 p.p.
Frais de restructuration ^{2, 3}	2,2 %	2,8 %	(0,6) p.p.
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs ⁴	40,8 %	1,6 %	39,2 p.p.
Total	146,2 %	100,6 %	45,6 p.p.

1) Désignent les frais de négociation, les frais liés aux locaux et au matériel, les frais liés aux communications et à la technologie, les intérêts, les frais d'administration, l'amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles et les frais de développement.

2) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

3) Les frais de restructuration pour l'exercice clos le 31 mars 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni, à la fermeture de notre bureau à la Barbade dans les Autres établissements à l'étranger, ainsi qu'à des charges liées aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de l'exercice 2015 se rapportaient à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, à certains coûts liés aux biens immobiliers et frais liés à la fermeture de bureaux, ainsi qu'à la réorganisation de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'aux États-Unis.

4) La dépréciation du goodwill et d'autres actifs pour l'exercice clos le 31 mars 2016 est liée à nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni, aux États-Unis et au Canada et à nos activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. La charge de dépréciation du goodwill comptabilisée au cours de l'exercice clos le 31 mars 2015 est liée à nos activités à Singapour et en Chine.

p.p. : points de pourcentage

Les charges de l'exercice 2016 ont été de 1,2 milliard \$, en hausse de 29,9 %, ou 265,4 millions \$, comparativement à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 793,9 millions \$, en baisse de 33,6 millions \$, ou 4,1 %, par rapport à celui de l'exercice 2015. En raison de la baisse des produits des activités ordinaires enregistrés au cours de l'exercice et de la nature invariable de certains coûts liés aux infrastructures et coûts indirects, le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 6,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice clos le 31 mars 2015.

Charge de rémunération

La charge de rémunération au rendement s'est inscrite à 417,9 millions \$, en baisse de 37,6 millions \$, ou 8,3 %, par rapport à celle de l'exercice précédent, en partie du fait du recul de 10,6 % des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 1,3 point de pourcentage par rapport à celui de l'exercice 2015, pour s'établir à 53,0 % à l'exercice 2016. L'augmentation s'explique principalement par des ajustements apportés à certains comptes de rémunération au rendement au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016. Sous l'effet des conditions de marché défavorables, le solde de certains comptes de rémunération au rendement établis selon notre méthode habituelle a été jugé insuffisant par rapport au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production; par conséquent, par suite d'ajustements à ces comptes, notre charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a été plus élevée qu'aux trimestres précédents. Les charges salariales de 93,0 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été 7,2 millions \$, ou 8,4 %, plus élevées qu'à l'exercice précédent, principalement en raison de l'incorporation à l'actif, au cours de l'exercice 2015, des coûts salariaux engagés dans le cadre du développement de systèmes et de logiciels dans nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe, alors que ces coûts sont traités comme une charge d'exploitation à l'exercice 2016. Pour ces raisons, la charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,3 points de pourcentage en regard de celle de l'exercice 2015, passant de 61,5 % à 64,8 %.

Autres charges indirectes

(en milliers \$ CA, sauf les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Frais de négociation	56 998 \$	52 795 \$	8,0 %
Locaux et matériel	40 863	40 281	1,4 %
Communications et technologie	55 975	51 758	8,1 %
Intérêts	10 222	13 424	(23,9) %
Frais d'administration	87 004	94 688	(8,1) %
Amortissement ¹	25 339	28 428	(10,9) %
Frais de développement	26 129	24 448	6,9 %
Total des autres charges indirectes	302 530 \$	305 822 \$	(1,1) %

1) Comprend l'amortissement des immobilisations incorporelles respectivement de 11,5 millions \$ et 14,4 millions \$ pour les exercices clos les 31 mars 2016 et 2015. Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

Les autres charges indirectes ont diminué de 3,3 millions \$, ou 1,1 %, au cours de l'exercice 2016, ce qui, en pourcentage des produits des activités ordinaires, représente une hausse de 3,7 points de pourcentage par rapport à l'exercice 2015. La diminution globale des autres charges indirectes est principalement attribuable aux baisses des frais d'administration, de la dotation aux amortissements et de la charge d'intérêts, contrebalancées par des hausses des frais de négociation, des frais de développement et des frais liés aux communications et à la technologie.

Les frais d'administration, qui comprennent les réserves, les frais de promotion et de déplacement, les frais de bureau, les honoraires professionnels et les dons, ont baissé de 7,7 millions \$ dans la plupart de nos secteurs d'activité, sous l'effet du fléchissement de l'activité et de l'accent mis sur la compression des coûts. Nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont connu une augmentation de 1,4 million \$ des frais d'administration au cours de l'exercice 2016 par rapport à ceux de l'exercice précédent. Cette augmentation est attribuable surtout à la hausse des frais de promotion et de déplacement ainsi que des frais associés au règlement de questions réglementaires.

La dotation aux amortissements a diminué de 3,1 millions \$, ou 10,9 %, comparativement à celle de l'exercice précédent, en partie en raison de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. La charge d'intérêts a reculé de 3,2 millions \$ par rapport à celle de l'exercice clos le 31 mars 2015, en raison surtout de la baisse des charges dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada et aux États-Unis.

Les frais de développement ont augmenté de 1,7 million \$ en regard de l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison d'une charge de dépréciation liée à la renonciation d'une attribution d'actions à notre nouveau chef de la direction dans le cadre du régime d'intéressement à long terme par suite de sa nomination au cours de l'exercice 2016. La charge était liée au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016, conformément aux normes comptables applicables. En outre, au cours de l'exercice 2016, une charge de 2,3 millions \$ a été comptabilisée à titre de frais de développement en lien avec un projet de développement de logiciels et le passage à une solution de rechange. Au cours de l'exercice 2015, une charge de 5,2 millions \$ a été comptabilisée dans les frais de développement par suite du devancement du moment de la comptabilisation du coût non constaté des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société, par suite de son décès à la fin de l'exercice 2015.

La hausse des frais de négociation dans notre groupe Actions internationales aux États-Unis est le principal facteur qui a contribué à l'augmentation de 4,2 millions \$ des frais de négociation à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015. Les frais liés aux communications et à la technologie ont augmenté de 4,2 millions \$, essentiellement sous l'effet des hausses enregistrées dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ainsi qu'au Royaume-Uni et en Europe et dans nos activités de gestion de patrimoine.

Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé des frais de restructuration de 17,4 millions \$. Les frais de restructuration engagés au cours de l'exercice 2016 se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada, à la fermeture de notre bureau à la Barbade, ainsi qu'aux réductions de personnel et à certains changements à la haute direction dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration de 24,8 millions \$ engagés au cours de l'exercice 2015 se rapportent à certains changements à la haute direction de notre secteur Non sectoriel et autres, à la fermeture de notre bureau de Genève au sein de nos activités de gestion de patrimoine au Royaume-Uni et en Europe et aux coûts liés à la restructuration de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada, au Royaume-Uni et en Europe de même qu'aux États-Unis.

Au cours de l'exercice 2016, après avoir subi des pertes d'exploitation, un fléchissement des activités commerciales, des baisses des produits des activités ordinaires et après avoir revu à la baisse les prévisions de produits des activités ordinaires, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes :

- i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. À l'exercice 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Pour l'exercice clos le 31 mars 2015, la Société a comptabilisé une charge de dépréciation de 14,5 millions \$ relativement au goodwill affecté aux Autres établissements à l'étranger en Chine et à Singapour.

Au cours du deuxième semestre de l'exercice, la Société a pris des mesures visant à rationaliser son infrastructure mondiale et à nous départir de gammes de service au rendement inadéquat, afin de pouvoir réduire considérablement nos coûts fixes et stabiliser notre entreprise pour l'avenir. Bien que ces développements aient eu une incidence négative sur les résultats de l'exercice 2016, la Société prévoit réaliser des économies de coûts au cours du prochain exercice, étant donné que les initiatives de compression des coûts définies au cours de l'exercice 2016 ont été mises en œuvre.

PERTE NETTE

La perte nette de l'exercice 2016 s'est établie à 358,6 millions \$, comparativement à 11,3 millions \$ à l'exercice 2015; cette hausse de 347,2 millions \$ de la perte nette s'explique en grande partie par les charges de dépréciation relatives au goodwill et aux autres actifs qui a été comptabilisée, les frais de restructuration et la baisse importante des produits des activités ordinaires. La perte par action ordinaire a été de 4,09 \$ à l'exercice 2016, comparativement à 0,27 \$ à l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments

importants¹, la perte nette de l'exercice 2016 s'est chiffrée à 6,0 millions \$, contre un résultat net de 39,3 millions \$ à l'exercice 2015, et la perte par action ordinaire a été de 0,21 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,25 \$ à l'exercice 2015.

Le recouvrement d'impôt sur le résultat a été de 5,4 millions \$ pour l'exercice 2016, reflétant un taux d'impôt effectif de 1,5 %, comparativement à un taux d'impôt effectif de 100,1 % à l'exercice précédent. La variation du taux d'impôt effectif est principalement attribuable à l'accroissement des éléments non déductibles influant sur le calcul du résultat fiscal, ainsi qu'aux pertes fiscales et aux autres différences temporaires non comptabilisées à l'exercice considéré et aux exercices précédents par certaines filiales à l'extérieur du Canada. Pour une analyse plus détaillée de nos impôts, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du rapport de gestion à la page 61.

Informations financières trimestrielles^{1, 2}

Le tableau suivant présente les principales informations financières trimestrielles pour les huit derniers trimestres jusqu'au 31 mars 2016. Ces informations ne sont pas auditées, mais reflètent tous les ajustements récurrents qui sont, de l'avis de la direction, nécessaires à une juste présentation des résultats d'exploitation pour les périodes présentées. Les comparaisons d'un trimestre à l'autre des résultats financiers ne sont pas nécessairement significatives et ne doivent pas être considérées comme une indication du rendement futur.

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)	Exercice 2016				Exercice 2015			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Produits des activités ordinaires								
Commissions et honoraires	97 915 \$	95 014 \$	89 182 \$	94 706 \$	100 869 \$	92 123 \$	86 240 \$	94 826 \$
Financement de sociétés	16 898	20 406	31 490	65 413	57 255	27 601	66 289	87 372
Honoraires de consultation	54 616	37 809	43 912	21 665	40 283	22 618	55 741	32 694
Négociation à titre de contrepartiste	25 199	20 202	17 592	22 566	22 621	14 612	17 708	20 276
Intérêts	3 441	3 981	4 334	5 074	4 961	5 045	5 902	6 304
Autre	2 843	4 425	4 092	5 030	6 476	4 472	4 391	4 084
Total des produits des activités ordinaires	200 912	181 837	190 602	214 454	232 465	166 471	236 271	245 556
Total des charges	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
Résultat net avant impôt sur le résultat	(27 298)	(350 619)	1 499	12 447	(28 370)	(25 520)	24 945	23 288
Résultat net	(22 709) \$	(346 388) \$	(431) \$	10 961 \$	(26 322) \$	(21 479) \$	17 614 \$	18 869 \$
Résultat par action – de base	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,16 \$	0,16 \$
Résultat par action – après dilution	(0,29) \$	(3,91) \$	(0,03) \$	0,08 \$	(0,33) \$	(0,27) \$	0,14 \$	0,15 \$
Compte non tenu des éléments importants³								
Résultat net	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$
Résultat par action – de base	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$
Résultat par action – après dilution	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter au tableau « Informations financières trimestrielles compte non tenu des éléments importants » à la page suivante.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

INFORMATIONS FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES COMPTE NON TENU DES ÉLÉMENTS IMPORTANTS^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf les montants par action)			Exercice 2016				Exercice 2015	
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Total des produits des activités ordinaires selon les IFRS	200 912 \$	181 837 \$	190 602 \$	214 454 \$	232 465 \$	166 471 \$	236 271 \$	245 556 \$
Total des charges selon les IFRS	228 210	532 456	189 103	202 007	260 835	191 991	211 326	222 268
<i>Éléments importants comptabilisés par Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	8 328	2 977	—	—	20 997	—	—	—
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 346	1 333	1 320	1 410	1 691	1 684	1 707	1 741
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	—	321 037	—	—	10 000	4 535	—	—
Frais de développement	1 157	—	—	—	—	—	—	—
<i>Éléments importants comptabilisés par Gestion de patrimoine Canaccord Genuity</i>								
Frais de restructuration	165	—	—	—	—	—	—	783
Amortissement des immobilisations incorporelles	1 471	1 560	1 557	1 467	1 467	1 660	2 224	2 240
<i>Éléments importants comptabilisés dans le secteur Non sectoriel et autres</i>								
Frais de restructuration	4 582	1 300	—	—	1 433	—	—	1 600
Frais de développement	6 904	—	—	—	5 200	—	—	—
Total des éléments importants	23 953	328 207	2 877	2 877	40 788	7 879	3 931	6 364
Total des charges compte non tenu des éléments importants	204 257	204 249	186 226	199 130	220 047	184 112	207 395	215 904
Résultat net avant impôt sur le résultat – ajusté	(3 345)	(22 412)	4 376	15 324	12 418	(17 641)	28 876	29 652
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat – ajusté	(1 232)	(3 268)	2 433	2 005	3 598	(3 388)	8 130	5 635
Résultat net – ajusté	(2 113) \$	(19 144) \$	1 943 \$	13 319 \$	8 820 \$	(14 253) \$	20 746 \$	24 017 \$
Résultat par action – de base – ajusté	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,19 \$	0,22 \$
Résultat par action – après dilution – ajusté	(0,06) \$	(0,25) \$	(0,01) \$	0,10 \$	0,05 \$	(0,19) \$	0,17 \$	0,20 \$

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Les résultats d'exploitation de nos activités en Australie ont été entièrement consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

Tendances et risques du trimestre

Les facteurs saisonniers n'ont généralement pas de répercussions importantes sur nos résultats trimestriels. Toutefois, les produits des activités ordinaires et le résultat de la Société peuvent connaître de grandes variations d'un trimestre à l'autre et d'un exercice à l'autre en raison de facteurs qui ne dépendent pas de la Société. Les affaires sont influencées par la conjoncture globale observée dans les marchés des capitaux mondiaux. Les produits des activités ordinaires de la Société tirés d'une transaction de prise ferme ne sont comptabilisés qu'une fois la transaction pratiquement conclue. Par conséquent, la date de comptabilisation des produits des activités ordinaires peut avoir une incidence notable sur les résultats trimestriels de Groupe Canaccord Genuity Inc.

Au cours de l'exercice 2016, nos produits des activités ordinaires ont subi les contrecoups du déclin de la conjoncture des marchés dans les différentes régions géographiques. La division Canaccord Genuity, qui a été touchée par le déclin de la conjoncture des marchés particulièrement au deuxième et au troisième trimestre de l'exercice 2016, a enregistré une augmentation de 13,5 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au T3/16. Nos activités sur les marchés des capitaux au Canada ont connu une augmentation de 17,8 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au trimestre précédent, mais une diminution de 19,0 % par rapport au T4/15. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont continué de souffrir du ralentissement du marché, particulièrement au second semestre de l'exercice 2016. Nos activités sur les marchés des capitaux au Royaume-Uni et en Europe ont enregistré une augmentation 10,9 % des produits des activités ordinaires au T4/16 par rapport au T3/16, mais ont enregistré une diminution de 15,7 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours du T3/16 et du T4/16, certains

ajustements apportés aux comptes de rémunération au rendement, comme il a été indiqué précédemment, ont nui aux résultats d'exploitation dans nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

Les produits des activités ordinaires de nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis ont diminué légèrement, soit de 2,2 %, par rapport à ceux du T4/15. Au cours des derniers trimestres, les résultats d'exploitation de nos activités aux États-Unis ont subi l'incidence de frais additionnels résultant de certaines initiatives de croissance, notamment l'expansion de nos activités liées aux titres à revenu fixe. Cette expansion a toutefois nettement ralenti en raison des efforts de restructuration déployés au cours des exercices 2015 et 2016. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les résultats d'exploitation de nos activités aux États-Unis ont été minés par la hausse des frais de négociation tirés des activités de négociation du groupe Actions internationales, l'augmentation des frais associés au règlement de questions réglementaires, ainsi qu'en raison de frais de restructuration.

En raison du fléchissement de l'activité sur les marchés, les produits des activités ordinaires des Autres établissements à l'étranger ont reculé à l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015. Les produits des activités ordinaires ont reculé de 26,9 % au quatrième trimestre de 2016 par rapport à ceux du quatrième trimestre de 2015, mais ont augmenté de 43,1 % en regard de ceux du troisième trimestre de 2016.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity en Amérique du Nord ont souffert de l'affaiblissement de la conjoncture, diminuant de 22,8 % au cours du T4/16 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, et demeurent pratiquement inchangés par rapport à ceux du T3/16. Les actifs sous gestion ont également diminué de 19,5 % au T4/16 par rapport à ceux du T4/15, pour s'établir à 1,3 milliard \$ en raison de la détérioration des valeurs de marché et de la baisse du nombre d'équipes de conseillers en placement. Grâce aux efforts soutenus de compression des coûts, les charges ont diminué de 21,7 % par rapport à celle du T4/15 et nos produits tirés des honoraires ont augmenté au cours de l'exercice 2016, pour atteindre 45,7 % au T4/16.

Au cours de l'exercice 2016, la division Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe a continué de dégager des produits des activités ordinaires stables, générant environ 35,0 millions \$ par trimestre. À la fin du T4/16, les produits tirés des honoraires représentaient 70,8 %, soit 6,2 points de pourcentage de plus qu'au T4/15. Les actifs sous gestion pour ce groupe ont augmenté de 1,0 milliard \$, pour atteindre 22,8 milliards \$ à la fin du T4/16, comparativement à 21,8 milliards \$ à la fin du T4/15.

La variation des produits des activités ordinaires du secteur Non sectoriel et autres s'explique en grande partie par les profits et les pertes de change résultant des fluctuations du dollar canadien. La charge de dépréciation liée à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc. et les frais de développement de logiciels ont également contribué à la perte subie au T3/16.

Rendement du quatrième trimestre de 2016

Les produits des activités ordinaires pour le quatrième trimestre se sont inscrits à 200,9 millions \$, soit 31,6 millions \$, ou 13,6 %, de moins qu'à la période correspondante de l'exercice précédent, en raison surtout d'une baisse des produits tirés du financement de sociétés, contrebalancée par une croissance des honoraires de consultation. La baisse des produits tirés du financement de sociétés de 40,4 millions \$ par rapport à ceux du T4/15 est attribuable au fléchissement de l'activité dans toutes nos activités, du fait de l'affaiblissement de la conjoncture des marchés. Les produits tirés des honoraires de consultation ont augmenté de 14,3 millions \$ par rapport à ceux du T4/15, essentiellement en raison d'une hausse de 8,5 millions \$ dans nos activités sur les marchés des capitaux au Canada.

Les produits tirés des commissions et des honoraires ont glissé de 3,0 millions \$, surtout dans nos activités de gestion de patrimoine au Canada. Les produits d'intérêts se sont établis à 3,4 millions \$ au T4/16 une baisse de 1,5 million \$ par rapport à ceux du T4/15, principalement en raison de nos activités sur les marchés des capitaux au Canada. Les autres produits ont baissé de 3,6 millions \$ par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, en partie en raison des profits de change moins élevés enregistrés dans notre secteur Non sectoriel et autres. Les produits tirés des activités de négociation à titre de contrepartiste ont augmenté de 2,6 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent, principalement grâce à la hausse des produits des activités ordinaires générés dans nos activités aux États-Unis, contrebalancée par une baisse dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe.

Les charges se sont inscrites à 228,2 millions \$, en baisse de 32,6 millions \$, ou 12,5 %, en regard de celles du T4/15. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ s'est établi à 204,3 millions \$, en baisse de 15,8 millions \$, ou 7,2 %, en regard de celui de la période correspondante de l'exercice précédent. Le total des charges compte non tenu des éléments importants¹ a baissé en grande partie sous l'effet de la diminution des frais d'administration comparativement au T4/15. Les frais d'administration ont diminué de 3,8 millions \$ au cours du trimestre clos le 31 mars 2016 par rapport à ceux du trimestre correspondant de l'exercice précédent, en raison de la baisse des frais de promotion et de déplacement et des honoraires professionnels par suite des compressions de coûts et du ralentissement des activités.

Les frais de développement ont augmenté de 3,4 millions \$ par rapport à l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison d'une charge de dépréciation liée à la renonciation d'une attribution d'actions dans le cadre du régime d'intéressement à long terme en octobre 2015 au chef de la direction de la Société, par suite de sa nomination le 1er octobre 2015. La charge était liée au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016, conformément aux normes comptables applicables. À l'exercice 2015, les frais de développement comprenaient une charge de 5,2 millions \$ liée au devancement du moment de la comptabilisation du coût non constaté des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société, par suite de son décès à la fin de l'exercice 2015.

Au cours du quatrième trimestre de l'exercice 2016, la Société a comptabilisé des frais de restructuration de 13,1 millions \$ qui se rapportent aux réductions de personnel dans notre secteur des marchés des capitaux et notre secteur Non sectoriel et autres.

La perte nette pour le quatrième trimestre de 2016 s'est établie à 22,7 millions \$, en regard d'une perte nette de 26,3 millions \$ au T4/15. La perte par action ordinaire pour le trimestre considéré a été de 0,29 \$, contre une perte par action ordinaire de 0,33 \$ au T4/15. La valeur comptable par action ordinaire après dilution a diminué, passant de 8,71 \$ au T4/15 à 4,99 \$ au T4/16.

Au T4/16, compte non tenu des éléments importants¹, la perte nette s'est chiffrée à 2,1 millions \$, contre un résultat net de 8,8 millions \$ au T4/15, et la perte par action ordinaire a été de 0,06 \$, par rapport à un résultat par action après dilution de 0,05 \$.

Résultats par secteur d'activité^{1, 2}

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	Pour les exercices clos les 31 mars							
	2016				2015			
	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total	Canaccord Genuity	Gestion de patrimoine Canaccord Genuity	Non sectoriel et autres	Total
Produits des activités ordinaires								
Canada	131 399 \$	106 654 \$	8 968 \$	247 021 \$	204 585 \$	123 972 \$	16 768 \$	345 325 \$
Royaume-Uni et Europe	145 444	138 359	—	283 803	155 942	125 551	—	281 493
États-Unis	217 411	1 554	—	218 965	202 972	1 367	—	204 339
Autres établissements à l'étranger	38 016	—	—	38 016	49 606	—	—	49 606
Total des produits des activités ordinaires	532 270	246 567	8 968	787 805	613 105	250 890	16 768	880 763
Charges	864 293	214 542	72 941	1 151 776	599 263	223 110	64 047	886 420
Imputations intersectorielles	17 087	21 854	(38 941)	—	11 910	21 683	(33 593)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	(349 110) \$	10 171 \$	(25 032) \$	(363 971) \$	1 932 \$	6 097 \$	(13 686) \$	(5 657) \$
Compte non tenu des éléments importants ³								
Charges	525 385	208 322	60 155	793 862	556 908	214 736	55 814	827 458
Imputations intersectorielles	17 087	21 854	(38 941)	—	11 910	21 683	(33 593)	—
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat	(10 202) \$	16 391 \$	(12 246) \$	(6 057) \$	44 287 \$	14 471 \$	(5 453) \$	53 305 \$
Nombre d'employés	841	666	288	1 795	901	703	324	1 928

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28. Les résultats financiers détaillés des secteurs d'activité sont présentés à la note 20 des états financiers consolidés audités à la page 110.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

Les activités de Groupe Canaccord Genuity sont divisées en trois secteurs : Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity sont les principaux secteurs opérationnels, tandis que le secteur Non sectoriel et autres est principalement un secteur administratif.

CANACCORD GENUITY

Aperçu

Le secteur Canaccord Genuity fournit des services de financement de sociétés, des services de recherche et des services de vente et de négociation pour le compte de clients qui sont des sociétés, des institutions et des gouvernements, et il exerce des activités de négociation à titre de contrepartiste au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, et dans la région de l'Asie-Pacifique. Canaccord Genuity compte des établissements dans 19 villes réparties dans 9 pays à l'échelle mondiale.

Nos résultats d'exploitation témoignent de la force de notre entreprise mondiale et du succès de nos initiatives visant à diversifier nos sources de produits des activités ordinaires. Pour l'exercice 2016, 75,3 % du total des produits des activités ordinaires de Canaccord Genuity ont été tirés d'activités à l'extérieur du Canada.

Grâce aux initiatives d'expansion mises en œuvre par Canaccord Genuity au cours des dernières années, la Société s'est taillé une place solide à titre de banque d'investissement indépendante mondiale chef de file tournée vers le marché intermédiaire.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

Au cours de l'exercice 2016, la Société a pris des mesures visant à rationaliser sa structure de direction et à réduire la taille de son effectif mondial afin de simplifier ses activités dans le contexte économique actuel. Ces changements ont été effectués dans le but d'améliorer la collaboration entre les équipes mondiales et d'accélérer la mise en place d'un modèle de service uniforme proposé à nos clients.

Au cours de l'exercice 2016, Canaccord Genuity a participé à un total de 157 transactions de plus de 1,5 million \$ CA pour le compte de clients mondiaux, mobilisant un produit brut de 34,8 milliards \$¹. De ce nombre, Canaccord Genuity a été chef de file pour 66 transactions à l'échelle mondiale, mobilisant un produit total de 4,3 milliards \$. La diversification sectorielle demeure un élément essentiel de la stratégie de la Société. Les produits tirés des ressources ont représenté 10 % du total des produits tirés du financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2016, contre 14 % à l'exercice 2015. Les transactions liées aux ressources ont représenté 15 % du nombre total de transactions de financement de sociétés de Canaccord Genuity à l'exercice 2016, une légère baisse par rapport à 22 % à l'exercice 2015.

Perspectives

Canaccord Genuity demeure très bien positionnée dans bon nombre des principaux marchés de la Société. Pour l'exercice à venir, la direction prévoit mettre l'accent sur les gains d'efficacité opérationnelle et l'accroissement de la rentabilité en intégrant davantage les aspects de sa plateforme mondiale des marchés des capitaux et en encourageant une plus grande coordination transfrontalière entre nos bureaux partout dans le monde. Au cours du quatrième trimestre de l'exercice, la Société a commencé à offrir Quest^{MD}, gamme d'outils d'analyse de données, de modèles d'évaluation et de commentaires sur le marché exclusifs et en ligne de Canaccord Genuity, aux clients au Canada et aux États-Unis. D'après le succès suscité par la relance qui a eu lieu au Royaume-Uni et en Europe l'an dernier, la Société s'attend à ce que Quest offre des possibilités de croissance des produits des activités ordinaires et un outil utile pour améliorer nos relations avec les clients.

Selon nous, la plateforme mondiale intégrée de Canaccord Genuity procure un avantage concurrentiel à l'entreprise par rapport à quantité de sociétés axées sur le marché national auxquelles nous livrons concurrence. Les plus petits courtiers régionaux ou locaux sont de plus en plus poussés à se diversifier, et les concurrents internationaux de plus grande envergure affectent des ressources limitées au service des sociétés de croissance. Nous croyons que ce paysage concurrentiel procure à Canaccord Genuity d'importantes possibilités dans le marché intermédiaire mondial, qui est relativement négligé à l'heure actuelle par d'autres banques d'investissement mondiales. Grâce à sa stratégie à l'égard du marché intermédiaire et à l'accent mis sur des secteurs de croissance clés, Canaccord Genuity se distingue de ses concurrents.

On prévoit que le virage persistant vers les systèmes de négociation électroniques et les activités de négociation sur des plateformes parallèles enlèvera aux principales Bourses une part du marché des activités de négociation. Pour faire face à cette situation, Canaccord Genuity offre déjà des services de négociation sur de nombreux systèmes de négociation parallèles (Chi-X, CX2, Alpha, Aequitas, Pure, CSE (Bourse canadienne), Omega, Lynx et Triact). La Société est aussi bien présente aux États-Unis grâce aux services de négociation de certificats américains d'actions étrangères (CAAÉ) et d'actions de sociétés étrangères de notre groupe Actions internationales. La Société continuera de surveiller étroitement l'évolution des marchés des capitaux et du contexte réglementaire.

Canaccord Genuity demeure déterminée à exercer ses activités aussi efficacement que possible pour soutenir sa plateforme mondiale pendant les périodes de ralentissement de l'activité sur les marchés des capitaux. La culture de compression des coûts continue d'être renforcée dans l'ensemble de la Société, et cette dernière continue d'évaluer des stratégies de réduction des coûts d'exploitation à long terme.

Bien que nous ayons confiance en l'avenir, la Société a pris la décision prudente d'équilibrer les investissements dans les initiatives de croissance et sa capacité à générer des profits dans la conjoncture actuelle. En raison de la nature dynamique de notre environnement d'exploitation, nous devons continuer d'afficher une certaine agilité dans la composition de nos activités afin de rester concurrentiels et de répondre aux besoins changeants de nos clients. Pour cette raison, la Société investira de manière disciplinée dans l'ajout de petites équipes dans des marchés verticaux précis ou des gammes de services clés afin de renforcer nos activités dans des régions où nous croyons pouvoir accroître notre part de marché.

L'équipe de direction croit que les investissements réalisés par la Société pour améliorer la présence de Canaccord Genuity dans le monde et élargir son offre de services l'ont très bien positionnée pour l'avenir.

1) Transactions de plus de 1,5 million \$.

RENDEMENT FINANCIER^{1, 2}

Pour les exercices clos les 31 mars

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés)	2016					2015				
	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger	Total
Produits des activités ordinaires	131 399 \$	145 444 \$	217 411 \$	38 016 \$	532 270 \$	204 585 \$	155 942 \$	202 972 \$	49 606 \$	613 105 \$
Charges										
Rémunération au rendement	68 316	93 110	121 448	24 614	307 488	99 366	100 217	107 787	28 146	335 516
Charges salariales	5 982	7 223	11 669	3 651	28 525	5 226	7 037	9 986	3 404	25 653
Autres charges indirectes	38 313	53 943	88 089	15 593	195 938	49 344	56 562	81 365	15 291	202 562
Frais de restructuration	3 427	3 344	2 039	2 495	11 305	4 006	9 143	7 348	500	20 997
Dépréciation du goodwill et d'autres actifs	150 000	106 858	15 957	48 222	321 037	—	—	—	14 535	14 535
Total des charges	266 038	264 478	239 202	94 575	864 293	157 942	172 959	206 486	61 876	599 263
Imputations intersectorielles ³	12 074	2 012	3 001	—	17 087	9 508	(602)	3 004	—	11 910
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(146 713) \$	(121 046) \$	(24 792) \$	(56 559) \$	(349 110) \$	37 135 \$	(16 415) \$	(6 518) \$	(12 270) \$	1 932 \$
Compte non tenu des éléments importants⁴										
Total des charges	109 052	154 276	221 204	40 853	525 385	150 216	163 816	199 133	43 743	556 908
Imputations intersectorielles ³	12 074	2 012	3 001	—	17 087	9 508	(602)	3 004	—	11 910
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	10 273 \$	(10 844) \$	(6 794) \$	(2 837) \$	(10 202) \$	44 861 \$	(7 272) \$	835 \$	5 863 \$	44 287 \$
Nombre d'employés	180	279	291	91	841	201	329	269	102	901

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Les résultats d'exploitation de Canaccord Genuity (Australia) Limited ont été consolidés et une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % a été comptabilisée et incluse dans le secteur Canaccord Genuity à l'exercice 2016 (40 % à l'exercice 2015).

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 54.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES**PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES PAR RÉGION EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY**

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Produits des activités ordinaires générés dans les régions suivantes :			
Canada	24,7 %	33,4 %	(8,7) p.p.
Royaume-Uni et Europe	27,3 %	25,4 %	1,9 p.p.
États-Unis	40,8 %	33,1 %	7,7 p.p.
Autres établissements à l'étranger	7,2 %	8,1 %	(0,9) p.p.
	100,0 %	100,0 %	

p.p. : points de pourcentage

Canaccord Genuity a dégagé des produits des activités ordinaires de 532,3 millions \$, soit 80,8 millions \$, ou 13,2 %, de moins qu'à l'exercice 2015, du fait du ralentissement des activités sur les marchés. Les produits des activités ordinaires ont chuté dans la plupart de nos régions, notamment au Canada, où ils ont diminué de 73,2 millions \$, ou 35,8 %, comparativement à ceux de l'exercice précédent. Les produits des activités ordinaires de nos activités au Royaume-Uni et en Europe et dans nos Autres établissements à l'étranger ont également reculé respectivement de 6,7 % et 23,4 %, du fait de la détérioration de la conjoncture et du déclin des activités des entreprises dans nos secteurs clés dans ces régions. Nos activités aux États-Unis ont généré des produits des activités ordinaires de 217,4 millions \$, en hausse de 7,1 % par rapport à ceux de l'exercice 2015.

Activités de financement de sociétés

Au cours de l'exercice 2016, la Société a davantage diversifié ses secteurs cibles, 85 % des transactions s'étant produites dans les secteurs autres que ceux des mines et métaux et de l'énergie, qui contribuent traditionnellement pour une importante partie des produits des activités ordinaires de la Société.

Les transactions réalisées par Canaccord Genuity par secteurs cibles, et les produits qui en sont tirés, sont présentés en détail ci-après.

CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE

Transactions et produits de financement de sociétés par secteur

Secteurs	Pour l'exercice clos le 31 mars 2016	
	En % des transactions de financement de sociétés	En % des produits de financement de sociétés
Technologie	10,3 %	22,6 %
Soins de santé et sciences de la vie	19,6 %	26,8 %
Métaux et mines	8,8 %	7,6 %
Immobilier et hôtellerie	13,7 %	10,2 %
Développement durable	2,0 %	4,1 %
Énergie	5,9 %	2,7 %
Produits financiers	29,9 %	13,2 %
Produits de consommation et de détail	3,9 %	6,8 %
Infrastructure	2,0 %	1,2 %
Médias et télécommunications	0,0 %	0,2 %
Services de soutien	0,0 %	(0,1) %
Transport et produits industriels	0,0 %	1,6 %
Divers	3,9 %	3,1 %
Total	100,0 %	100,0 %

CANACCORD GENUITY – PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE

Transactions de financement de sociétés par secteur (en % des transactions de financement de sociétés pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Technologie	4,2 %	21,4 %	11,1 %	29,6 %
Soins de santé et sciences de la vie	5,1 %	14,3 %	60,0 %	18,5 %
Métaux et mines	8,5 %	7,1 %	0,0 %	25,9 %
Immobilier et hôtellerie	14,4 %	28,8 %	11,2 %	7,5 %
Développement durable	0,8 %	7,1 %	4,4 %	0,0 %
Énergie	5,1 %	0,0 %	8,9 %	7,4 %
Produits financiers	50,0 %	7,1 %	0,0 %	3,7 %
Produits de consommation et de détail	3,4 %	7,1 %	4,4 %	3,7 %
Infrastructure	1,7 %	7,1 %	0,0	3,7 %
Médias et télécommunications	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services de soutien	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport et produits industriels	0,0 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Divers	6,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

Produits tirés du financement de sociétés par secteur (en % des produits tirés du financement de sociétés par secteur pour chaque région géographique)

Pour l'exercice clos le 31 mars 2016

Secteurs	Canada	Royaume-Uni et Europe	États-Unis	Autres établissements à l'étranger
Technologie	23,4 %	41,2 %	10,8 %	11,7 %
Soins de santé et sciences de la vie	13,2 %	3,8 %	57,6 %	26,6 %
Métaux et mines	8,6 %	0,2 %	0,3 %	31,9 %
Immobilier et hôtellerie	21,5 %	13,3 %	3,4 %	2,5 %
Développement durable	0,0 %	3,1 %	7,3 %	5,2 %
Énergie	7,4 %	0,0 %	2,5 %	1,3 %
Produits financiers	18,8 %	28,7 %	2,0 %	0,7 %
Produits de consommation et de détail	1,3 %	1,0 %	15,1 %	8,8 %
Infrastructure	0,3 %	2,1 %	0,0 %	3,0 %
Médias et télécommunications	0,8 %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Services de soutien	(0,3) %	0,0 %	0,0 %	0,0 %
Transport et produits industriels	0,0 %	5,6 %	0,0 %	0,0 %
Divers	5,0 %	1,0 %	1,0 %	8,3 %
Total	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %

CHARGES

Les charges de l'exercice 2016 se sont élevées à 864,3 millions \$, en hausse de 265,0 millions \$, ou 44,2 %, par rapport à celles de l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, le total des charges s'est établi à 525,4 millions \$ pour l'exercice 2016, en baisse de 31,5 millions \$, ou 5,7 %, par rapport à celui de l'exercice 2015.

Rémunération au rendement et charges salariales

Pour l'exercice 2016, la charge de rémunération au rendement a baissé de 28,0 millions \$, ou 8,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2015, en partie du fait du recul des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage du total des produits des activités ordinaires a augmenté de 3,0 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2015, pour s'établir à 57,8 % à l'exercice 2016. Les charges salariales pour l'exercice 2016 se sont accrues de 2,9 millions \$, ou 11,2 %, par rapport à celles de l'exercice 2015. La charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est élevée à 63,1 %, en hausse de 4,2 points de pourcentage pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Sous l'effet des conditions de marché défavorables, le solde de certains comptes de rémunération au rendement établis selon notre méthode habituelle a été jugé insuffisant par rapport au solde requis pour fournir une rémunération nécessaire aux principaux employés clés du secteur de la production; par conséquent, par suite d'ajustements à ces comptes, notre charge de rémunération en pourcentage des produits des activités ordinaires a été plus élevée qu'aux exercices précédents. En raison de ces ajustements, nos activités aux États-Unis ont connu une hausse de 3,2 points de pourcentage de leur ratio de rémunération totale, laquelle a été neutralisée par une augmentation des produits des activités ordinaires. Au Canada, la rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté de 5,4 points de pourcentage par rapport à celle de l'exercice 2015, pour atteindre 56,5 % à l'exercice 2016, par suite d'ajustements apportés aux comptes de rémunération; cette augmentation a été contrebalancée par une diminution de la rémunération au rendement dont les paiements sont fondés sur des actions. Dans nos activités au Royaume-Uni et en Europe ainsi que dans nos Autres établissements à l'étranger, la charge de rémunération totale en pourcentage des produits des activités ordinaires a augmenté respectivement de 0,2 point de pourcentage et 10,7 points de pourcentage par suite des ajustements apportés aux comptes de rémunération ainsi que d'une baisse des produits des activités ordinaires.

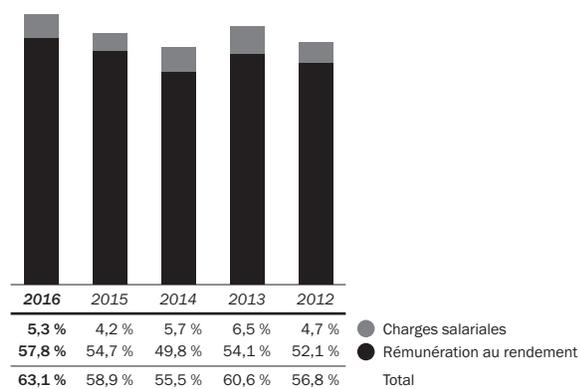
Charge de rémunération au rendement de Canaccord Genuity exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires par région

	Pour les exercices clos les 31 mars		
	2016	2015	Variation 2016/2015
Charge de rémunération au rendement exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires			
Canada	52,0 %	48,6 %	3,4 p.p.
Royaume-Uni et Europe	64,0 %	64,3 %	(0,3) p.p.
États-Unis	55,9 %	53,1 %	2,8 p.p.
Autres établissements à l'étranger	64,7 %	56,7 %	8,0 p.p.
Canaccord Genuity (total)	57,8 %	54,7 %	3,1 p.p.

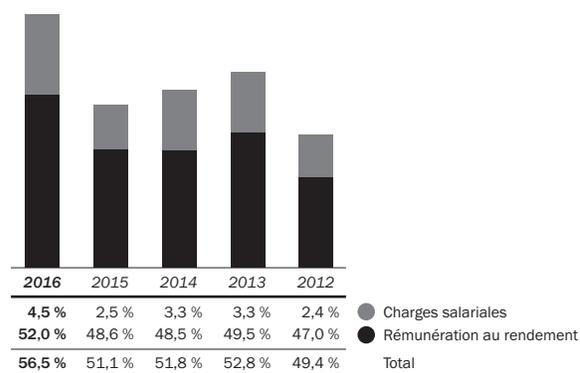
p.p. : points de pourcentage

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

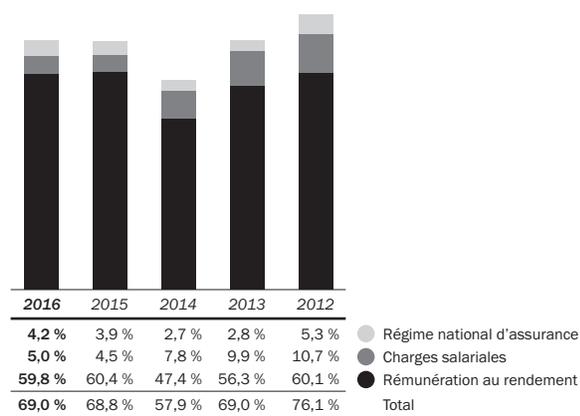
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – VUE D'ENSEMBLE



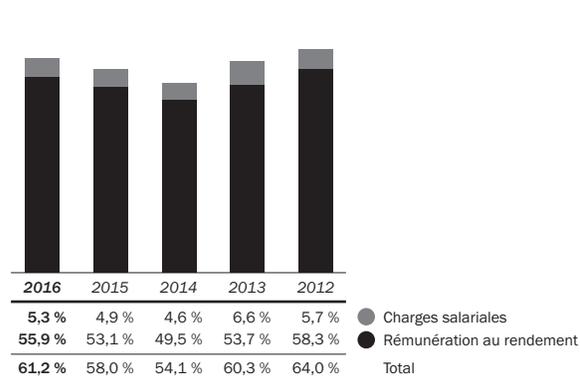
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – CANADA



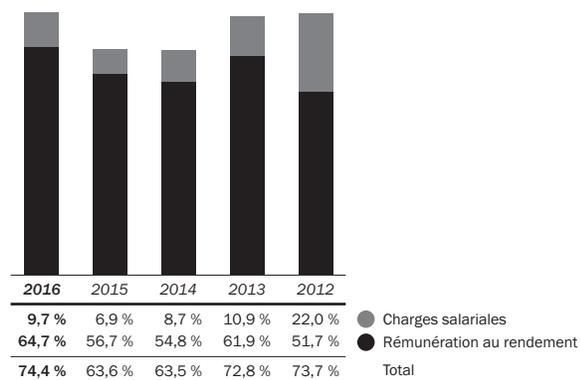
RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ROYAUME-UNI ET EUROPE



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – ÉTATS-UNIS



RÉMUNÉRATION TOTALE EN POURCENTAGE DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES DE CANACCORD GENUITY – AUTRES ÉTABLISSEMENTS À L'ÉTRANGER



Autres charges indirectes

Les autres charges indirectes compte non tenu des éléments importants¹ ont été de 189,4 millions \$ pour l'exercice 2016, soit 6,3 millions \$ de moins qu'à l'exercice précédent. Les plus importantes fluctuations des autres charges indirectes ont été une baisse de 4,2 millions \$ des frais d'administration, une diminution de 2,9 millions \$ de la charge d'intérêts, un recul de 1,5 million \$ de la dotation aux amortissements et une réduction de 1,6 million \$ des frais de développement; ces éléments ont été contrebalancés par une hausse de 3,0 millions \$ des frais liés aux communications et à la technologie.

La diminution de 2,9 millions \$ de la charge d'intérêts par rapport à celle de l'exercice précédent est attribuable au ralentissement de nos activités au Canada.

Les frais d'administration ont baissé de 4,2 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2015, ce qui s'explique principalement par le recul des honoraires professionnels dans nos activités aux États-Unis et la diminution des frais de promotion et de déplacement dans nos activités au Canada et au Royaume-Uni.

S'élevant à 13,9 millions \$, la dotation aux amortissements a reculé de 1,5 million \$ en regard de celle de l'exercice précédent, par suite de la baisse de l'amortissement des immobilisations incorporelles dans nos activités au Canada.

S'établissant à 37,8 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, les frais liés aux communications et à la technologie ont connu une hausse de 3,0 millions \$, principalement dans nos activités aux États-Unis.

Les frais de développement ont diminué de 1,6 million \$ en regard de l'exercice précédent, pour s'établir à 7,9 millions \$ à l'exercice 2016, en raison essentiellement de la diminution des primes de recrutement dans nos activités aux États-Unis et au Royaume-Uni et en Europe, laquelle a été contrebalancée par une hausse au Canada.

Au cours de l'exercice 2016, le secteur Canaccord Genuity a comptabilisé des frais de restructuration de 11,3 millions \$ qui se rapportent aux réductions de personnel dans nos activités aux États-Unis, au Royaume-Uni et au Canada ainsi qu'à la fermeture de notre bureau à la Barbade. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation relatives au goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$. La Société a aussi comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et de 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

RÉSULTAT AVANT IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 349,1 millions \$ pour l'exercice 2016, contre un résultat net de 1,9 million \$ pour l'exercice 2015. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 10,2 millions \$, contre un résultat net de 44,3 millions \$ pour l'exercice 2015. La baisse du résultat net compte non tenu des éléments importants¹ s'explique principalement par le recul des produits des activités ordinaires, la hausse du ratio de rémunération par suite de certains ajustements aux comptes de rémunération ainsi que par des augmentations de certaines charges indirectes qui ont été engagées pour soutenir les activités.

GESTION DE PATRIMOINE CANACCORD GENUITY

Aperçu

La division de gestion de patrimoine de Groupe Canaccord Genuity offre une gamme étendue de services financiers et de produits de placement aux particuliers, institutions, intermédiaires et organismes de bienfaisance. Les produits tirés des activités de gestion de patrimoine proviennent des services classiques de courtage à la commission, de la vente de produits et de services tarifés, des intérêts liés aux clients et des honoraires et commissions gagnés par les conseillers en placement pour des transactions de financement de sociétés et des transactions mettant en jeu du capital de risque. La Société mène maintenant des activités de gestion de patrimoine au Canada, au Royaume-Uni et en Europe, ainsi qu'en Australie.

Gestion de patrimoine Canaccord Genuity compte des bureaux à cinq établissements au Royaume-Uni et en Europe, notamment au Royaume-Uni, à Guernesey, à Jersey et à l'île de Man. Les produits des activités ordinaires de cette entreprise proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille. À 70,1 % pour l'exercice 2016, la proportion des produits des activités ordinaires tirés des activités de gestion de patrimoine tarifées dans cette région est beaucoup plus importante qu'au Canada et en Australie. L'entreprise sert des clients au Royaume-Uni et hors du Royaume-Uni et leur offre des options de placement dans des produits financiers exclusifs ou de tierces parties, y compris 25 fonds gérés par les gestionnaires de portefeuille de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Au 31 mars 2016, Gestion de patrimoine Canaccord Genuity avait 13 bureaux dans l'ensemble du Canada, y compris cinq bureaux de gestion de patrimoine indépendante. Au cours de l'exercice 2016, la Société a poursuivi le repositionnement stratégique de sa division canadienne de gestion de patrimoine pour satisfaire les besoins d'une clientèle vieillissante plus conservatrice en fournissant des services complets de planification financière. La Société a grandement amélioré ses programmes de formation au cours des dernières

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

années pour que les équipes de conseillers, ses experts en placement et ses gestionnaires de fonds possèdent l'expertise nécessaire pour fournir des conseils complets en gestion de patrimoine.

Perspectives

Les priorités de la direction en ce qui concerne Gestion de patrimoine Canaccord Genuity consisteront à accroître les actifs sous administration et sous gestion et à augmenter la proportion des produits tirés des activités tarifées. En disposant d'un plus grand nombre de sources récurrentes de produits, nous nous attendons à réduire considérablement notre dépendance aux produits tirés des transactions au cours des années à venir, ce qui rendra notre entreprise moins sensible aux variations des conditions de marché.

La division tirant 70,1 % de ses produits des activités ordinaires des activités tarifées récurrentes, les sources de revenus générées par les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe contribuent à améliorer la stabilité de son rendement global. Les avoirs des clients dans nos produits de gestion de placement internes se chiffrent à plus de 1 milliard \$ et suscitent un intérêt de plus en plus marqué chez les sociétés de fonds intermédiaires nationales et internationales. La Société continuera à saisir des occasions de croissance stratégiques afin d'accroître la présence de son entreprise de gestion de patrimoine au Royaume-Uni.

Au Canada, la Société mettra l'accent sur l'amélioration des marges, la gestion des coûts et la croissance de l'entreprise grâce à un recrutement et à une formation ciblés. Bien que le contexte d'embauche demeure compétitif, nous nous attendons à avoir du succès à long terme en la matière dans des marchés choisis, grâce aux avantages tirés de notre plateforme mondiale améliorée. La Société prévoit également investir davantage dans ses programmes de formation pour les conseillers en placement, nouveaux et actuels, afin de poursuivre le perfectionnement de nos équipes de conseillers et de soutenir la croissance des services tarifés de notre entreprise canadienne. Malgré les conditions de marché difficiles, nous restons fortement déterminés à attirer et à retenir des conseillers compétents, à investir dans des programmes de formation et à bâtir une gamme complète de produits de grande qualité visant à attirer des investisseurs fortunés et à aider nos conseillers à élargir leurs activités.

Les activités de gestion de patrimoine de la Société en Australie sont toujours relativement modestes. Toutefois, il devrait y avoir une expansion grâce à un recrutement ciblé et au développement de services et de produits de gestion de patrimoine dans ce marché.

RENDEMENT FINANCIER – AMÉRIQUE DU NORD^{1, 2}

	Pour les exercices clos les 31 mars			
(en milliers \$ CA, sauf les ASA et les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés et d'équipes de conseillers, et les pourcentages)	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	108 208 \$	125 339 \$	(17 131) \$	(13,7) %
Charges				
Rémunération au rendement	51 707	62 813	(11 106)	(17,7) %
Charges salariales	11 652	12 188	(536)	(4,4) %
Autres charges indirectes	32 675	39 957	(7 282)	(18,2) %
Frais de restructuration	165	—	165	100,0 %
Total des charges	96 199	114 958	(18 759)	(16,3) %
Imputations intersectorielles ³	19 664	17 483	2 181	12,5 %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(7 655) \$	(7 102) \$	(553) \$	(7,8) %
ASG – Canada (discrétionnaires) ⁴	1 257	1 561	(304)	(19,5) %
ASA – Canada ⁵	9 192	10 729	(1 537)	(14,3) %
Nombre d'équipes de conseillers – Canada	139	152	(13)	(8,6) %
Nombre d'employés	354	400	(46)	(11,5) %
Compte non tenu des éléments importants⁶				
Total des charges	96 034 \$	114 958 \$	(18 924) \$	(16,5) %
Imputations intersectorielles ³	19 664	17 483	2 181	12,5 %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ³	(7 490)	(7 102)	(388)	(5,5) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, à l'exception des chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASA, des ASG, du nombre d'équipes de conseillers et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Comprend les activités de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada et aux États-Unis.

3) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 54.

4) Les ASG représentent les actifs gérés de manière discrétionnaire dans le cadre de nos programmes généralement appelés Programme de conseils en placement CT et Programme de gestion des placements des particuliers CT.

5) Les ASA représentent la valeur de marché des biens du client qui sont administrés par la Société et dont celle-ci tire des commissions ou des honoraires.

6) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

Les produits des activités ordinaires de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity (Amérique du Nord) se sont chiffrés à 108,2 millions \$, une baisse de 17,1 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice 2015, qui s'explique par une détérioration des conditions du marché et une baisse des activités des clients et des transactions de financement de sociétés. Bien que nos produits de comptes à frais fixes et de gestion d'actifs exclusifs poursuivent leur croissance, la faiblesse continue des activités de financement de sociétés pèse toujours sur les commissions et les honoraires dans nos activités canadiennes de gestion de patrimoine, un canal de distribution clé pour nos transactions sur les marchés des capitaux.

Les ASA – Canada ont affiché un recul de 14,3 %, passant de 10,7 milliards \$ au 31 mars 2015 à 9,2 milliards \$ au 31 mars 2016, qui s'explique par la détérioration des valeurs de marché et un moins grand nombre d'équipes de conseillers en placement. Au Canada, les ASG ont également reculé de 19,5 % par rapport à ceux de l'exercice 2015. On comptait 139 équipes de conseillers au Canada, soit 13 de moins qu'il y a un an. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités en Amérique du Nord ont crû de 10,3 points de pourcentage par rapport à ceux de l'exercice précédent et ont représenté 43,9 % des produits de gestion de patrimoine générés au Canada au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016.

Pour l'exercice considéré, les charges se sont élevées à 96,2 millions \$, en baisse de 18,8 millions \$, ou 16,3 %, par rapport à celles de l'exercice 2015. Les efforts constants de compression des coûts ont entraîné une diminution du total des charges en pourcentage des produits des activités ordinaires de 2,8 points de pourcentage par rapport à celui de l'exercice précédent. La charge de rémunération au rendement a reculé de 11,1 millions \$ par rapport à celle de l'exercice 2015, du fait de la diminution des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement. La charge de rémunération totale exprimée en pourcentage des produits des activités ordinaires a diminué de 1,3 point de pourcentage par rapport à celle de l'exercice précédent du fait de la baisse de la rémunération fixe.

Les charges autres que de rémunération pour l'exercice clos le 31 mars 2016 ont été de 7,3 millions \$ moins élevées que celles de l'exercice 2015. L'accent maintenu sur les compressions des coûts a donné lieu à une baisse de 2,3 millions \$ des frais d'administration et à un recul de 1,1 million \$ des frais de développement. Les frais de négociation ont diminué de 1,3 million \$ en raison d'une modification apportée à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement de notre secteur Non sectoriel et autres. Les frais de restructuration ont été de 0,2 million \$ pour l'exercice 2016 du fait des réductions du personnel.

La perte avant impôt sur le résultat pour l'exercice 2016 s'est inscrite à 7,7 millions \$ par rapport à 7,1 millions \$ à l'exercice 2015, une légère hausse de 0,6 million \$ malgré le recul de 13,7 % des produits des activités ordinaires.

RENDEMENT FINANCIER – ROYAUME-UNI ET EUROPE¹

(en milliers \$ CA, sauf les ASG qui sont en millions \$ CA, le nombre d'employés, d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	138 359 \$	125 551 \$	12 808 \$	10,2 %
Charges				
Rémunération au rendement	50 146	45 407	4 739	10,4 %
Charges salariales	23 454	18 573	4 881	26,3 %
Autres charges indirectes	44 743	43 389	1 354	3,1 %
Frais de restructuration	—	783	(783)	(100,0) %
Total des charges	118 343	108 152	10 191	9,4 %
Imputations intersectorielles ²	2 190	4 200	(2 010)	(47,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	17 826 \$	13 199 \$	4 627 \$	35,1 %
ASG – Royaume-Uni et Europe ³	22 791	21 763	1 028	4,7 %
Nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds –				
Royaume-Uni et Europe	118	114	4	3,5 %
Nombre d'employés	312	303	9	3,0 %
Compte non tenu des éléments importants⁴				
Total des charges	112 288 \$	99 778 \$	12 510 \$	12,5 %
Imputations intersectorielles ²	2 190	4 200	(2 010)	(47,9) %
Résultat avant impôt sur le résultat ²	23 881	21 573	2 308	10,7 %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants, des ASG, du nombre d'experts en placement et de gestionnaires de fonds, et du nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Le résultat avant impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Voir la rubrique « Frais intersectoriels imputés » à la page 54.

3) Les ASG au Royaume-Uni et en Europe représentent la valeur de marché des actifs des clients qui sont gérés et administrés par la Société qui en tire des commissions ou des honoraires. Cette mesure comprend les comptes discrétionnaires et non discrétionnaires.

4) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

Les produits des activités ordinaires générés par nos activités au Royaume-Uni et en Europe proviennent en grande partie des comptes assortis d'honoraires et des activités de gestion de portefeuille et, par conséquent, sont peu sensibles aux variations des conditions. Pour l'exercice 2016, les produits des activités ordinaires ont atteint 138,4 millions \$, une hausse de 10,2 % par rapport à ceux de l'exercice 2015, essentiellement attribuable aux produits tirés des honoraires par suite de l'augmentation de la taille et de la valeur de marché des comptes gérés.

Au 31 mars 2016, les ASG – Royaume-Uni et Europe se sont inscrits à 22,8 milliards \$, soit 1,0 milliard \$ de plus qu'au 31 mars 2015, alors qu'ils étaient de 21,8 milliards \$. Les produits tirés des honoraires au titre de nos activités au Royaume-Uni et en Europe ont représenté 70,1 % du total des produits des activités ordinaires de cette région, soit une augmentation de 1,8 point de pourcentage par rapport à l'exercice 2015. Ces activités affichent une proportion plus élevée de produits tirés des honoraires et de comptes gérés que nos activités de gestion de patrimoine au Canada.

La charge de rémunération au rendement s'est établie à 50,1 millions \$, en hausse de 4,7 millions \$, ou 10,4 %, par rapport à celle de l'exercice 2015, ce qui est conforme à l'augmentation de 10,2 % des produits ouvrant droit à la rémunération au rendement.

S'établissant à 23,5 millions \$ au 31 mars 2016, les charges salariales ont connu une hausse de 4,9 millions \$. Cette hausse est en grande partie attribuable à l'incorporation à l'actif, au cours de l'exercice 2015, des coûts salariaux engagés à l'égard du développement de systèmes et de logiciels avant leur mise en service. Ces coûts sont maintenant traités comme une charge d'exploitation. La charge de rémunération totale (rémunération au rendement et charges salariales) en pourcentage des produits des activités ordinaires s'est accrue de 2,2 points de pourcentage pour atteindre 53,2 % pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

Les autres charges indirectes ont enregistré une hausse de 1,4 million \$ en regard de celles de l'exercice précédent, sous l'effet d'une augmentation de 1,0 million \$ des frais de négociation et d'une augmentation de 1,3 million \$ des frais liés aux communications et à la technologie, principalement à l'appui de la croissance dans cette région.

Le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 17,8 millions \$, comparativement à 13,2 millions \$ pour l'exercice précédent, surtout grâce à la hausse des produits des activités ordinaires inscrits au cours de l'exercice 2016. Compte non tenu des éléments importants¹, le résultat avant impôt sur le résultat s'est établi à 23,9 millions \$, en hausse de 10,7 % par rapport à l'exercice précédent.

SECTEUR NON SECTORIEL ET AUTRES

Aperçu

Le secteur Non sectoriel et autres comprend Services de correspondants Pinnacle, les intérêts, les produits liés au change et les charges qui ne sont pas spécifiquement attribuables à Canaccord Genuity ou à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity.

Les Services de correspondants Pinnacle offrent des services d'exécution d'ordres, de compensation, de règlement, de garde ainsi que d'autres services de suivi de marché et d'arrière-guichet à des remisiers, à des gestionnaires de portefeuille et à d'autres intermédiaires financiers. Cette division a été créée en guise de prolongement et d'application de l'investissement de taille que la Société a fait dans son infrastructure de technologie de l'information et d'exploitation.

Ce secteur comprend également les groupes de services d'administration, d'exploitation et de soutien de Groupe Canaccord Genuity Inc., qui sont responsables des systèmes de technologie de l'information de guichet et d'arrière-guichet, de la conformité et de la gestion des risques, de l'exploitation, des services juridiques, des finances et des autres fonctions administratives. La Société compte 288 employés dans le secteur Non sectoriel et autres. La plupart des fonctions de soutien administratif de Groupe Canaccord Genuity Inc. sont établies à Vancouver et à Toronto, au Canada.

Notre groupe de l'exploitation est responsable de toutes les activités liées au traitement des transactions sur titres, dont la compensation et le règlement des transactions sur titres, la gestion de comptes ainsi que la garde des titres des clients. Le service des finances s'occupe de la comptabilité et des contrôles financiers internes et de la présentation de l'information financière et réglementaire externe; quant au service de la conformité, il est responsable de la surveillance de la solvabilité et des comptes de la clientèle conformément à certaines exigences réglementaires de nature juridique et financière. Les activités de gestion des risques et les activités de conformité de Groupe Canaccord Genuity Inc. incluent des procédures qui permettent de repérer, de contrôler, de mesurer et de surveiller l'exposition au risque de la Société à tout moment.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

Perspectives

RENDEMENT FINANCIER¹

(en milliers \$ CA, sauf le nombre d'employés et les pourcentages)	Pour les exercices clos les 31 mars			
	2016	2015	Variation 2016/2015	
Produits des activités ordinaires	8 968 \$	16 768 \$	(7 800) \$	(46,5) %
Charges				
Rémunération au rendement	8 535	11 744	(3 209)	(27,3) %
Charges salariales	29 350	29 356	(6)	—
Autres charges indirectes	29 174	19 914	9 260	46,5 %
Frais de restructuration	5 882	3 033	2 849	93,9 %
Total des charges	72 941	64 047	8 894	13,9 %
Imputations intersectorielles ²	(38 941)	(33 593)	(5 348)	(15,9) %
Résultat avant charge ou recouvrement d'impôt sur le résultat ²	(25 032) \$	(13 686) \$	(11 346) \$	(82,9) %
Nombre d'employés	288	324	(36)	(11,1) %
Compte non tenu des éléments importants³				
Total des charges	60 155 \$	55 814 \$	4 341 \$	7,8 %
Imputations intersectorielles ²	(38 941)	(33 593)	(5 348)	(15,9) %
Résultat avant charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat ²	(12 246)	(5 453)	(6 793)	(124,6) %

1) Les données sont conformes aux IFRS, sauf les chiffres ne tenant pas compte des éléments importants et le nombre d'employés. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

2) Le résultat avant la charge ou le recouvrement d'impôt sur le résultat tient compte des imputations intersectorielles. Se reporter à la rubrique « Frais intersectoriels imputés » ci-après.

3) Se reporter au tableau « Principales informations financières compte non tenu des éléments importants » à la page 36.

S'établissant à 9,0 millions \$, les produits des activités ordinaires ont connu une baisse de 7,8 millions \$, ou 46,5 %, au cours de l'exercice 2016 par rapport à l'exercice 2015, essentiellement en raison d'une charge de dépréciation de 4,0 millions \$ relative à notre placement dans Canadian First Financial Group Inc. et ainsi que d'un recul des profits de change.

Le total des charges s'est élevé à 72,9 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, soit 8,9 millions \$, ou 13,9 %, de plus qu'à l'exercice précédent. Les autres charges indirectes ont augmenté de 9,3 millions \$ sur douze mois, essentiellement sous l'effet de la hausse de 4,9 millions \$ des frais de négociation par suite d'une modification apportée à la manière d'imputer certains frais de négociation, de compensation et de règlement dans les secteurs Canaccord Genuity et Gestion de patrimoine Canaccord Genuity. Les frais de développement ont enregistré une hausse de 4,6 millions \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015, principalement en raison de la charge comptable hors trésorerie liée à la renonciation à une prime à long terme octroyée à notre nouveau chef de la direction dans le cadre de sa nomination à l'exercice 2016. La charge comptable a trait au solde non amorti de cette prime au 31 mars 2016 conformément aux normes comptables applicables. Des frais de développement de logiciels de 2,3 millions \$ ont également été comptabilisés à l'exercice 2016, du fait qu'un projet de développement de logiciels a pris fin. À l'exercice 2015, les frais de développement comprenaient une charge de 5,2 millions \$ liée au devancement du moment de la comptabilisation du coût non amortis des droits attribués à titre de rémunération fondée sur des actions qui étaient détenus par l'ancien chef de la direction de la Société. Les frais liés aux locaux et au matériel ont aussi augmenté de 1,3 million \$ par rapport à ceux de l'exercice clos le 31 mars 2015. Ces éléments ont été annulés par une baisse de 1,0 million \$ des frais d'administration et par une diminution de 0,8 million \$ de la dotation aux amortissements.

Des frais de restructuration de 5,9 millions \$ ont été comptabilisés au cours de l'exercice 2016 relativement à certains changements à la haute direction et aux réductions de personnel au Canada.

La perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 25,0 millions \$ pour l'exercice 2016, contre 13,7 millions \$ pour l'exercice précédent. Compte non tenu des éléments importants¹, la perte avant impôt sur le résultat s'est établie à 12,2 millions \$ pour l'exercice clos le 31 mars 2016, comparativement à 5,5 millions \$ pour l'exercice précédent.

FRAIS INTERSECTORIELS IMPUTÉS

Le secteur Non sectoriel et autres comprend certains frais de services de soutien et de recherche et d'autres frais qui ont été engagés pour soutenir les activités de Canaccord Genuity et de Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Canada. Certains frais de négociation, de compensation et de règlement sont inclus dans les frais de négociation dans la division applicable et comme recouvrement des frais de négociation dans le secteur Non sectoriel et autres. En outre, certaines charges indirectes sont facturées à Gestion de patrimoine Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe par Canaccord Genuity au Royaume-Uni et en Europe et sont incluses dans les frais intersectoriels imputés pour ces divisions.

1) Les chiffres compte non tenu des éléments importants sont des mesures non conformes aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures non conformes aux IFRS » à la page 28.

Situation financière

Certains postes du bilan pour les cinq derniers exercices sont présentés ci-dessous.

(en milliers \$ CA)	Données du bilan aux 31 mars				
	2016	2015	2014	2013	2012
Actifs					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	428 329 \$	322 324 \$	364 296 \$	491 012 \$	814 238 \$
Titres détenus	564 746	848 128	1 143 201	924 337	1 171 988
Créances clients	2 041 150	2 491 488	2 785 898	2 513 958	3 081 640
Impôt sur le résultat à recevoir	12 537	5 295	3 983	—	8 301
Actifs d'impôt différé	11 221	10 148	9 735	12 552	3 959
Placements	5 578	8 693	9 977	3 695	9 493
Matériel et aménagements des locaux loués	37 049	43 373	50 975	42 979	51 084
Goodwill et autres immobilisations incorporelles	323 936	640 456	646 557	614 969	622 020
Total de l'actif	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$
Passif et capitaux propres					
Dette bancaire	14 910 \$	20 264 \$	— \$	66 138 \$	75 141 \$
Facilité de crédit à court terme	—	—	—	—	150 000
Titres vendus à découvert	427 435	654 639	913 913	689 020	914 649
Dettes fournisseurs et charges à payer	2 185 047	2 527 636	2 877 933	2 726 735	3 550 600
Provisions	18 811	14 320	10 334	20 055	39 666
Impôt sur le résultat à payer	4 242	8 172	10 822	4 428	—
Contrepartie éventuelle	—	—	—	14 218	—
Passifs d'impôt différé	450	2 057	3 028	2 576	8 088
Dette subordonnée	15 000	15 000	15 000	15 000	15 000
Capitaux propres	749 929	1 117 542	1 168 680	1 049 163	992 125
Participations ne donnant pas le contrôle	8 722	10 275	14 912	16 169	17 454
Total du passif et des capitaux propres	3 424 546 \$	4 369 905 \$	5 014 622 \$	4 603 502 \$	5 762 723 \$

ACTIFS

La trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 428,3 millions \$ au 31 mars 2016, contre 322,3 millions \$ au 31 mars 2015. Pour plus de renseignements, se reporter à la section « Situation de trésorerie et sources de financement ».

S'établissant à 564,9 millions \$ au 31 mars 2016, les titres détenus ont baissé en regard de 848,1 millions \$ au 31 mars 2015, surtout en raison d'une baisse des titres de créance de sociétés et de gouvernements détenus.

Les créances clients s'inscrivaient à 2,0 milliards \$ au 31 mars 2016, en comparaison de 2,5 milliards \$ au 31 mars 2015; cette baisse s'explique surtout par une diminution des montants à recevoir des clients et des courtiers en valeurs mobilières.

Au 31 mars 2016, le goodwill atteignait 203,7 millions \$ et les immobilisations incorporelles, 120,2 millions \$. Au 31 mars 2015, le goodwill et les immobilisations incorporelles s'établissaient respectivement à 505,6 millions \$ et à 134,9 millions \$, ce qui représente le goodwill et les immobilisations incorporelles acquis dans le cadre des acquisitions de Marchés des capitaux Genuity, de Collins Stewart Hawkpoint plc (CSHP), d'une participation de 50 % dans Canaccord Genuity (Australia) Limited et des activités de gestion de patrimoine d'Eden Financial Ltd. Comme expliqué dans les sections précédentes, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation du goodwill affecté aux activités sur les marchés des capitaux suivantes au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 : i) Canada – 150,0 millions \$, ii) Royaume-Uni et Europe – 106,9 millions \$, iii) États-Unis – 10,0 millions \$, iv) Autres établissements à l'étranger en Australie – 22,1 millions \$ et v) Autres établissements à l'étranger à Singapour – 24,3 millions \$. En outre, la Société a comptabilisé des charges de dépréciation respectivement de 1,6 million \$ et 0,2 million \$ relatives aux immobilisations incorporelles non amorties affectées aux activités des Autres établissements à l'étranger à Singapour et en Australie. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, la Société a également comptabilisé une charge de dépréciation de 6,0 millions \$ liée au matériel et aux aménagements des locaux loués relativement à nos activités sur les marchés des capitaux aux États-Unis.

Les autres actifs, composés de l'impôt sur le résultat à recevoir, des actifs d'impôt différé, du matériel et des aménagements des locaux loués et des placements, atteignaient 66,4 millions \$ au 31 mars 2016, comparativement à 67,5 millions \$ au 31 mars 2015.

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Les découverts bancaires et les emprunts remboursables à vue utilisés par la Société peuvent varier considérablement d'un jour à l'autre puisqu'ils sont liés aux opérations sur titres. Le 31 mars 2016, Groupe Canaccord Genuity disposait de facilités de crédit auprès de banques au Canada et au Royaume-Uni et en Europe d'un montant total de 697,3 millions \$ (770,0 millions \$ au 31 mars 2015). Ces facilités de crédit, constituées de prêts remboursables à vue, de lettres de crédit et de facilités de découvert d'un jour, sont garanties par des titres non réglés de clients ou des titres détenus par la Société. Au 31 mars 2016, la Société avait une dette bancaire de 14,9 millions \$, comparativement à 20,3 millions \$ au 31 mars 2015.

Les dettes fournisseurs et charges à payer, y compris les provisions, se sont établies à 2,2 milliards \$, une baisse par rapport à 2,5 milliards \$ au 31 mars 2015, attribuable principalement à une diminution des sommes dues aux clients et aux courtiers en valeurs mobilières.

Les titres vendus à découvert s'inscrivaient à 427,4 millions \$ au 31 mars 2016, contre 654,6 millions \$ au 31 mars 2015, essentiellement en raison d'une diminution des positions vendeur sur les titres de créance de sociétés et de gouvernements.

Les autres passifs, incluant la dette subordonnée, l'impôt sur le résultat à payer et les passifs d'impôt différé, étaient de 19,7 millions \$ au 31 mars 2016, une diminution par rapport à 25,2 millions \$ à l'exercice précédent.

Les participations ne donnant pas le contrôle s'établissaient à 8,7 millions \$ au 31 mars 2016, en regard de 10,3 millions \$ au 31 mars 2015.

Arrangements hors bilan

Une filiale de la Société a obtenu des lettres de crédit de soutien irrévocables garanties auprès d'une institution financière totalisant 2,6 millions \$ (2,0 millions \$ US) (1,1 million \$ (0,9 million \$ US) au 31 mars 2015) à titre de garantie de location pour ses locaux loués à New York.

Le tableau suivant résume les obligations contractuelles à long terme de Groupe Canaccord Genuity au 31 mars 2016.

(en milliers \$ CA)	Total	Obligations contractuelles – paiements exigibles par période			Par la suite
		Exercice 2017	Exercice 2018 – Exercice 2019	Exercice 2020 – Exercice 2021	
Contrats de location simple relatifs aux locaux et au matériel	151 098 \$	31 196 \$	50 195 \$	32 886 \$	36 821 \$

Situation de trésorerie et sources de financement

La structure du capital de la Société englobe les actions privilégiées, les actions ordinaires, le surplus d'apport, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global. Le 31 mars 2016, la trésorerie et les équivalents de trésorerie étaient de 428,3 millions \$, en hausse de 106,0 millions \$ par rapport à 322,3 millions \$ le 31 mars 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, un montant de 86,1 millions \$ a été affecté aux activités de financement, en raison essentiellement des dividendes en espèces versés et des actions ordinaires acquises dans le cadre du RILT. Un montant de 14,7 millions \$ a été affecté aux activités d'investissement, essentiellement pour l'acquisition de matériel, l'aménagement des locaux loués et l'acquisition d'immobilisations incorporelles. Un montant de 205,6 millions \$ a été tiré des activités d'exploitation, essentiellement grâce aux variations des éléments sans effet de trésorerie du fonds de roulement. Une hausse de 1,2 million \$ de la trésorerie est attribuable à l'incidence du change sur les soldes de trésorerie.

Les flux de trésorerie affectés aux activités de financement ont été 0,3 million \$ plus élevés qu'à l'exercice clos le 31 mars 2015. Au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016, les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont reculé de 14,8 millions \$ comparativement à ceux de l'exercice précédent, en raison surtout de l'acquisition de participations ne donnant pas le contrôle au cours de l'exercice 2015 et de l'importance moindre des acquisitions d'immobilisations incorporelles. Les variations du fonds de roulement ont entraîné une augmentation des flux de trésorerie tirés des activités d'exploitation de 134,2 millions \$.

Les activités de la Société nécessitent des capitaux aux fins des activités d'exploitation et de la réglementation. Les actifs courants figurant aux états de la situation financière consolidés audités de la Société sont, en majeure partie, très liquides. La plupart des positions liées aux titres détenus sont facilement négociables, et toutes ces positions sont comptabilisées à leur juste valeur. Les titres vendus à découvert sont des titres hautement liquides. La juste valeur de ces titres fluctue chaque jour, car des facteurs comme des changements dans les conditions du marché, la conjoncture économique et les perspectives des investisseurs influent sur les prix du marché. Les créances clients sont garanties par des titres facilement négociables et font l'objet d'un examen quotidien pour déceler toute baisse de valeur et déterminer leur recouvrabilité. Les montants à recevoir des courtiers et à payer à ceux-ci ont trait à des transactions ouvertes à court terme qui se règlent généralement dans le cycle normal de règlement de trois jours, à des titres garantis qui sont empruntés ou prêtés dans le cadre de transactions qui peuvent être conclues à vue en quelques jours, et à des soldes pour le compte des remisiers qui représentent les soldes nets liés à leurs comptes clients.

Actions privilégiées

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE A

Au cours de l'exercice 2012, la Société a émis 4 540 000 actions privilégiées de premier rang de série A à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série A) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 113,5 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 110,8 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,5 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 septembre 2016. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 3,21 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série A ont le droit à leur gré de convertir une partie ou la totalité de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série B à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série B), sous réserve de certaines conditions, le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série B auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 3,21 %.

La Société a l'option de racheter les actions privilégiées de série A le 30 septembre 2016 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série B sont rachetables au gré de la Société le 30 septembre 2021 et le 30 septembre tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

ACTIONS PRIVILÉGIÉES DE SÉRIE C

Au cours de l'exercice 2013, la Société a émis 4 000 000 d'actions privilégiées de premier rang de série C à taux ajustable aux cinq ans et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série C) à un prix d'achat de 25,00 \$ l'action pour un produit brut de 100,0 millions \$. Le montant net total comptabilisé après déduction des frais d'émission, net de l'impôt différé de 1,0 million \$, s'est élevé à 97,5 millions \$.

Les dividendes en espèces cumulatifs trimestriels, si la Société en déclare, seront payés à un taux annuel de 5,75 % pour la période initiale de cinq ans prenant fin le 30 juin 2017. Après cette date, le taux sera rétabli tous les cinq ans pour qu'il corresponde au taux des obligations du gouvernement du Canada à cinq ans, majoré de 4,03 %.

Les porteurs d'actions privilégiées de série C ont le droit à leur gré de convertir la totalité ou une partie de leurs actions en un nombre équivalent d'actions privilégiées de premier rang de série D à taux variable et à dividendes cumulatifs (actions privilégiées de série D) sous réserve de certaines conditions le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées de série D auront le droit de recevoir des dividendes préférentiels cumulatifs à taux variable payables trimestriellement, si la Société en déclare, à un taux équivalant au taux des bons du Trésor du gouvernement du Canada à trois mois, majoré de 4,03 %.

La Société peut racheter les actions privilégiées de série C le 30 juin 2017 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés. Les actions privilégiées de série D sont rachetables au gré de la Société le 30 juin 2022 et le 30 juin tous les cinq ans par la suite, en tout ou en partie, à 25,00 \$ l'action avec tous les dividendes déclarés et non payés.

Données sur les actions en circulation

	Actions en circulation aux 31 mars	
	2016	2015
Actions privilégiées		
Actions de série A émises et en circulation	4 540 000	4 540 000
Actions de série C émises et en circulation	4 000 000	4 000 000
Actions ordinaires		
Nombre d'actions émises, compte non tenu des actions dont les droits ne sont pas acquis ¹	89 083 622	91 794 667
Nombre d'actions émises et en circulation ²	103 812 814	102 607 705
Nombre d'actions émises et en circulation – après dilution ³	109 072 060	104 704 483
Nombre moyen d'actions en circulation – de base	90 552 860	91 693 485
Nombre moyen d'actions en circulation – après dilution ⁴	s. o.	s. o.

1) Exclut 2 557 568 actions en circulation dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 12 171 624 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

2) Inclut 2 557 568 actions dont les droits ne sont pas acquis relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions à des fins de recrutement et 12 171 624 actions dont les droits ne sont pas acquis achetées par les fiduciaires pour les avantages du personnel dans le cadre du RILT.

3) Inclut des engagements à l'égard de l'émission de 5 259 246 actions.

4) S'entend du nombre d'actions diluées utilisé pour calculer le RPA après dilution. Pour les exercices ayant des pertes nettes attribuables aux actionnaires ordinaires, tous les instruments comportant des actions ordinaires potentielles ont été exclus des calculs du résultat par action après dilution, ces instruments étant antidilutifs.

Du 13 août 2014 au 12 août 2015, un total de 1 075 432 actions ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 7,9555 \$ l'action dans le cadre de l'OPRCNA. La totalité de ces actions ont été annulées. Le 5 août 2015, la Société a déposé un avis de renouvellement de son OPRCNA qui lui permet de racheter, du 13 août 2015 au 12 août 2016, jusqu'à concurrence de 5 163 737 de ses actions ordinaires par l'intermédiaire de la TSX et de systèmes de négociation parallèles, conformément aux exigences de la TSX. Cette démarche vise à permettre à la Société de racheter de ses actions ordinaires à des fins d'annulation. À la date de l'avis, le nombre maximal d'actions pouvant être rachetées dans le cadre de l'OPRCNA actuelle représentait 5,0 % des actions ordinaires en circulation de la Société. Entre le 1^{er} avril 2015 et le 31 mars 2016, un total de 624 350 actions ont été rachetées à un prix moyen pondéré de 5,4980 \$ l'action et annulées dans le cadre de l'OPRCNA.

La Société a conclu un plan déterminé à l'avance avec un courtier désigné lui permettant de racheter des actions ordinaires dans le cadre de cette OPRCNA. Le courtier de la Société peut racheter les actions ordinaires conformément au plan n'importe quel jour de négociation dans le cadre de l'OPRCNA, y compris à tout moment pendant les périodes d'interdiction d'opérations internes de la Société. Le plan a été passé en revue par la Bourse de Toronto et prendra fin lorsque la Société y mettra fin selon ses conditions ou à la date d'expiration de l'OPRCNA, selon la première des deux éventualités.

Les achats effectués aux termes de l'OPRCNA actuelle ont commencé le 13 août 2015 et se poursuivront pendant un an (jusqu'au 12 août 2016) à la discrétion de la Société. La contrepartie maximale sera le cours du marché des titres au moment de l'acquisition. Afin de se conformer aux règles de négociation de la Bourse de Toronto et aux conditions de négociation en vertu de la réglementation de l'Union européenne sur le rachat et la stabilisation, les rachats quotidiens sont limités à 41 767 actions ordinaires de la Société (ce qui correspond à a) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours de la période de six mois civile allant de février 2015 à juillet 2015, ou, si ce montant est inférieur, à b) 25 % du volume de négociation quotidien moyen d'actions ordinaires de la Société à la Bourse de Toronto au cours du mois de juillet 2015). Pour se conformer à ses exigences réglementaires au Canada et au Royaume-Uni, la Société publiera un communiqué de presse au plus tard à la fin de la septième séance boursière quotidienne suivant la date d'exécution des achats.

Au 31 mai 2016, 103 820 406 actions ordinaires de la Société étaient émises et en circulation.

ÉMISSION ET ANNULATION D' ACTIONS ORDINAIRES

	Exercice 2016
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2015	102 607 705
Actions émises dans le cadre des régimes de paiements fondés sur des actions	1 806 115
Actions émises dans le cadre des régimes de remplacement	77 830
Actions annulées	(678 836)
Total des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2016	103 812 814

Régimes de paiement fondé sur des actions

RILT

En vertu du RILT, des unités d'actions temporairement incessibles (UATI) dont les droits sont généralement acquis sur trois ans sont attribuées aux participants admissibles. Pour les employés du Canada, des États-Unis et du Royaume-Uni, une fiducie pour les avantages du personnel a été constituée.

La Société ou certaines de ses filiales, selon le cas, versent dans les fiducies des fonds que les fiduciaires utiliseront pour acheter sur le marché libre des actions ordinaires qu'ils détiendront en fiducie jusqu'à l'acquisition des droits rattachés aux UATI. La Société peut aussi émettre des actions ordinaires à même le capital autorisé aux participants du régime par suite de l'acquisition des droits rattachés aux UATI.

PRÊTS-SUBVENTIONS DESTINÉS À L'ACHAT D' ACTIONS ORDINAIRES

La Société offre à certains employés (à l'exception des administrateurs et des membres de la haute direction) des prêts-subventions destinés à l'achat d'actions ordinaires. La Société a offert ces prêts aux membres de la haute direction dans le passé, mais elle a dorénavant adopté une politique lui interdisant d'octroyer de tels prêts aux administrateurs et aux membres de la haute direction. Ces prêts font l'objet d'une renonciation sur une période d'acquisition des droits. Aucun intérêt n'est imputé relativement aux prêts destinés à l'achat d'actions.

RÉGIMES DE REMPLACEMENT D' ACTIONS

Par suite de l'acquisition de CSHP, la Société a mis sur pied le régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement, qui remplaçait les régimes de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP existants à la date d'acquisition. Les employés admissibles qui participaient au régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de CSHP se sont vu attribuer des droits en vertu du régime de primes annuelles sous forme d'actions différées de remplacement. De plus, la Société a mis sur pied le régime d'intéressement à long terme (RILT) de remplacement, qui remplaçait les RILT de CSHP, pour les employés admissibles, existants à la date d'acquisition.

RÉGIME INCITATIF DE CSH

Dans le cadre de l'acquisition de CSHP, la Société a convenu de mettre sur pied un programme de maintien en fonction à l'intention des employés clés de CSHP. Chaque date d'acquisition des droits, les UATI permettent au bénéficiaire de l'attribution de recevoir une somme au comptant ou des actions ordinaires de la Société. Si, à la date d'acquisition des droits, le cours de l'action est inférieur à 8,50 \$ par action, la Société, à sa discrétion, versera à l'employé une somme au comptant équivalant à a) 8,50 \$ multiplié par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date ou b) la différence entre 8,50 \$ et le cours de l'action à la date d'acquisition des droits multipliée par le nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date, majoré du nombre d'actions équivalant au nombre d'UATI dont les droits sont acquis à cette date. Si le cours de l'action est supérieur à 8,50 \$, la Société réglera les UATI en actions ordinaires.

OPTIONS SUR ACTIONS

Dans le passé, la Société a attribué des options sur actions ordinaires de la Société à des administrateurs indépendants et à des hauts dirigeants. Les administrateurs indépendants et les hauts dirigeants se sont vu attribuer des options visant l'achat d'actions ordinaires de la Société. Au 31 mars 2016, il y avait 1 509 354 options en cours. Les droits rattachés aux options sur actions s'acquièrent sur une période de quatre à cinq ans et arrivent à échéance sept ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice moyen pondéré des options sur actions est de 9,38 \$ l'action ordinaire.

UNITÉS D' ACTIONS DIFFÉRÉES

À compter du 1^{er} avril 2011, la Société a adopté un régime d'unités d'actions différées (UAD) pour ses administrateurs indépendants. Les administrateurs indépendants peuvent choisir que les honoraires qui leur sont dus leur soient versés sous forme d'UAD ou de trésorerie. Les administrateurs doivent tous les ans indiquer s'ils souhaitent ou non que leur rémunération leur soit ainsi versée et peuvent préciser le pourcentage de leur rémunération qui sera versé sous forme d'UAD et de trésorerie. Lorsqu'un administrateur quitte le conseil d'administration, les UAD en cours sont payées en trésorerie, le montant équivalant au nombre d'UAD octroyées étant multiplié par le cours de clôture de l'action à la fin du trimestre suivant immédiatement la fin de l'emploi. En vertu du régime, les administrateurs n'ont pas le droit de recevoir d'actions ordinaires de la Société et en aucun cas les UAD ne confèrent au titulaire les droits ou privilèges d'un porteur d'actions ordinaires.

AUTRES PROGRAMMES DE MAINTIEN EN FONCTION ET RÉGIMES D'INTÉRESSEMENT

Au cours de l'exercice, d'autres programmes de maintien en fonction et régimes d'intéressement ont été offerts à certains employés, y compris le régime d'actionariat des employés, dont le coût total n'était pas important.

Centre financier international

Groupe Canaccord Genuity est membre de l'AdvantageBC International Business Centre Society (auparavant connu sous le nom de International Financial Centre British Columbia Society) et du Centre financier international de Montréal, deux organismes fournissant certains avantages financiers et fiscaux en vertu de la loi *International Business Activity Act* de la Colombie-Britannique et de la *Loi sur les centres financiers internationaux* du Québec. Ainsi, le taux d'impôt global de la Société est inférieur à celui qui s'appliquerait autrement.

Transactions avec des parties liées

Les parties liées à la Société comprennent les personnes ou entités suivantes : a) les entités contrôlées ou sous influence notable de la Société, et b) les principaux dirigeants, dont les administrateurs de la Société, et les membres de la direction qui participent aux décisions d'ordre stratégique de la Société.

Les filiales agissant à titre de contrepartistes et les sociétés de portefeuille intermédiaires de la Société figurent dans le tableau qui suit :

	Pays de constitution en société	Participation en %	
		31 mars 2016	31 mars 2015
La Corporation Canaccord Genuity	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity SAS	France	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Financial Planning Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Group Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth (International) Holdings Limited	Guernesey	100 %	100 %
Canaccord Genuity Limited	Royaume-Uni	100 %	100 %
Canaccord Genuity Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth Management (USA) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Genuity Wealth & Estate Planning Services Ltd.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Asset Management Inc.	Canada	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Collins Stewart Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams (Delaware) Inc.	États-Unis	100 %	100 %
Canaccord Adams Financial Group ULC	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Securities LLC	États-Unis	100 %	100 %
Stockwave Equities Ltd.	Canada	100 %	100 %
CLD Financial Opportunities Limited	Canada	100 %	100 %
Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd**	Singapour	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd*	Australie	50 %	50 %
Canaccord Genuity (Australia) Limited*	Australie	50 %	50 %
加通贝祥（北京）投资顾问有限公司 (Canaccord Genuity Asia (Beijing) Limited)	Chine	100 %	100 %
The Balloch Group Limited	Îles Vierges britanniques	100 %	100 %
Canaccord Genuity Asia (Hong Kong) Limited	Chine (RAS de Hong Kong)	100 %	100 %
Canaccord Genuity (Dubai) Ltd.	Émirats arabes unis	100 %	s. o.

* La Société détient 50 % des actions émises de Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd et de Canaccord Genuity (Australia) Limited; toutefois, à des fins comptables, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en date du 31 mars 2016, en raison des actions détenues dans une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd (60 % au 31 mars 2015).

** Le 8 avril 2016, la Société a conclu un contrat visant la vente de ses actions dans Canaccord Genuity Singapore Pte Ltd. Cette vente est assujettie à l'approbation réglementaire de l'Autorité monétaire de Singapour et devrait avoir lieu au cours du deuxième trimestre de l'exercice 2017.

Les opérations sur titres effectuées pour le compte d'employés, de dirigeants et d'administrateurs de Groupe Canaccord Genuity Inc. se déroulent selon les mêmes modalités que celles pratiquées pour tous les clients. Le produit tiré des commissions sur ces transactions n'est pas important par rapport à celui provenant de l'ensemble des activités de Groupe Canaccord Genuity.

La Société offre divers régimes de paiements fondés sur des actions à ses principaux dirigeants, incluant des prêts destinés à l'achat d'actions ordinaires, un régime d'intéressement à long terme, et des options sur actions. Les administrateurs ont également reçu des options sur actions et peuvent acheter des UAD.

Les montants figurant dans le tableau ci-dessous sont les montants comptabilisés à titre de charges relativement à des personnes qui font partie des principaux dirigeants, aux 31 mars 2016 et 2015.

	31 mars 2016	31 mars 2015
Avantages du personnel à court terme	4 668 \$	8 063 \$
Paiements fondés sur des actions	2 526	9 412
Rémunération totale versée aux principaux dirigeants	7 194 \$	17 475 \$

Dans le cadre de l'accord de rémunération globale se rapportant à sa nomination à titre de chef de la direction le 1^{er} octobre 2015, le chef de la direction s'est vu attribuer 1,5 million d'unités d'actions temporairement inaccessibles. Il a renoncé à cette prime en date du 31 mars 2016, et le montant de la prime n'est pas inclus dans le tableau ci-dessus.

Les dettes fournisseurs et charges à payer comprennent les soldes suivants se rapportant aux principaux dirigeants :

	31 mars 2016	31 mars 2015
Créances clients	61 \$	— \$
Dettes fournisseurs et charges à payer	4 035 \$	1 041 \$

Méthodes comptables critiques et estimations

La présente section est un sommaire des estimations comptables critiques de Groupe Canaccord Genuity. Les principales méthodes comptables de la Société sont conformes aux IFRS et sont présentées à la note 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016. Les états financiers consolidés de la Société pour les exercices clos les 31 mars 2015 et 2014 ont aussi été préparés conformément aux IFRS.

La préparation des états financiers consolidés audités au 31 mars 2016 selon les IFRS exige de la direction qu'elle effectue des estimations et qu'elle pose des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés des actifs et des passifs et sur l'information à fournir à l'égard des actifs éventuels et des passifs éventuels à la date des états financiers. Par conséquent, les résultats réels peuvent différer de ces estimations et de ces hypothèses. Les jugements, estimations et hypothèses significatifs touchent la consolidation, la comptabilisation des produits des activités ordinaires, les paiements fondés sur des actions, l'impôt sur le résultat, les pertes fiscales disponibles pour les reports en avant, la dépréciation du goodwill et d'autres actifs, les immobilisations incorporelles à durée indéterminée et les autres actifs à long terme, les provisions pour pertes sur créances, la juste valeur des instruments financiers, l'incorporation à l'actif des coûts des logiciels et les provisions. Les méthodes comptables significatives et les méthodes qui exigent le jugement et les estimations de la direction sont présentées dans les notes 2 et 5 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016.

CONSOLIDATION

Au 31 mars 2016, la Société détenait 50 % des actions avec droit de vote de Canaccord Genuity (Australia) Limited (CGAL). La Société a aussi évalué son entente contractuelle avec les autres actionnaires et le pouvoir qu'elle détient sur les politiques financières et opérationnelles de CGAL et elle a déterminé qu'elle devrait procéder à la consolidation en vertu de l'IFRS 10, *États financiers consolidés* (IFRS 10), en date du 31 mars 2016 et du 31 mars 2015. La situation financière, le rendement financier et les flux de trésorerie de CGAL ont donc été consolidés. Même si elle détient 50 % des actions émises de CGAL, à des fins comptables, en date du 31 mars 2016, la Société est considérée comme détenant une participation de 58 % en raison des actions détenues par une fiducie contrôlée par Canaccord Financial Group (Australia) Pty Ltd; par conséquent, la Société a comptabilisé une participation ne donnant pas le contrôle de 42 % (40 % au 31 mars 2015), représentant la portion de l'actif net identifiable de CGAL qui n'appartient pas à la Société. À la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été établie au moyen de la méthode de la consolidation proportionnelle. Le résultat net et chaque composante des autres éléments du résultat global sont attribués à la participation ne donnant pas le contrôle et aux propriétaires de la société mère.

La Société a constitué des fiducies pour les avantages du personnel, qui sont considérées comme des entités ad hoc, afin de satisfaire à ses obligations envers ses employés qui découlent des régimes de paiements fondés sur des actions de la Société. Les fiducies pour les avantages du personnel ont été consolidées conformément à l'IFRS 10 puisque leurs activités sont menées au nom de la Société et que la Société conserve la majorité des avantages et des risques liés à ces fiducies.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises séparément sont évaluées au coût lors de la comptabilisation initiale. Le coût des immobilisations incorporelles identifiables acquises dans le cadre d'un regroupement d'entreprises correspond à leur juste valeur à la date d'acquisition. Par suite de la comptabilisation initiale, les immobilisations incorporelles identifiables sont comptabilisées au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur.

La Société doit apprécier si la durée d'utilité des immobilisations incorporelles identifiables est déterminée ou indéterminée. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité déterminée sont amorties sur leur durée de vie économique et soumises à des tests de dépréciation chaque fois qu'il y a une indication que l'immobilisation incorporelle identifiable peut s'être dépréciée. La durée d'amortissement et le mode d'amortissement d'une immobilisation incorporelle identifiable sont passés en revue au moins une fois l'an à la clôture de chaque exercice. Les immobilisations incorporelles identifiables à durée d'utilité indéterminée ne sont pas amorties, mais sont soumises annuellement à un test de dépréciation.

Les dépenses de développement des technologies d'un projet individuel sont comptabilisées à titre d'immobilisations incorporelles lorsque la Société peut démontrer la faisabilité technique de l'actif en question. L'actif est comptabilisé au coût, après déduction de l'amortissement cumulé et du cumul des pertes de valeur. L'amortissement de l'actif commence lorsque le développement est terminé et que l'actif est prêt à être mis en service. L'actif est amorti sur la durée des avantages futurs prévus.

DÉPRÉCIATION D'ACTIFS NON FINANCIERS

La Société évalue chaque date de clôture s'il existe un indice qu'un actif a pu se déprécier. Si un tel indice existe, ou si un test de dépréciation annuel est requis pour un actif, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur la plus élevée entre la juste valeur diminuée des coûts de la vente et la valeur d'utilité d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT). La valeur recouvrable est déterminée pour un actif pris isolément à moins que l'actif ne génère pas des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupes d'actifs. Lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable, l'actif est considéré comme étant déprécié, et sa valeur comptable est ramenée à sa valeur recouvrable et la perte de valeur est comptabilisée dans le compte de résultat.

Afin de déterminer la juste valeur diminuée des coûts de la vente, les flux de trésorerie futurs estimés sont actualisés au moyen d'un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif. Les calculs de dépréciation de la Société sont fondés sur les calculs budgétaires annuels, qui sont préparés individuellement pour chacune des UGT de la Société auxquelles les actifs isolés sont attribués. Ces calculs budgétaires couvrent généralement une période de cinq ans. Pour les périodes plus longues, un taux de croissance à long terme est calculé et appliqué aux projections de flux de trésorerie futurs après la cinquième année.

Les pertes de valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés dans les catégories de charges qui correspondent à la fonction de l'actif déprécié.

Pour les actifs autres que le goodwill, la Société effectue une évaluation chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe une indication que les pertes de valeur comptabilisées antérieurement n'existent plus ou ont diminué. Si une telle indication existe, la Société estime la valeur recouvrable de l'actif ou des UGT. Une perte de valeur comptabilisée antérieurement est reprise seulement si les hypothèses utilisées afin de déterminer la valeur recouvrable de l'actif ont changé depuis la comptabilisation de la plus récente perte de valeur. La reprise est limitée afin que la valeur comptable de l'actif n'excède pas sa valeur recouvrable ou n'excède pas la valeur comptable qui aurait été calculée, nette de l'amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée pour l'actif au cours des exercices antérieurs. Une telle reprise est comptabilisée dans le compte de résultat sauf si l'actif est comptabilisé à son montant réévalué, auquel cas la reprise est traitée comme une réévaluation positive.

Les actifs suivants ont des caractéristiques précises pour les tests de dépréciation :

Goodwill

Le goodwill est soumis à un test de dépréciation au moins une fois par an, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

Une perte de valeur est calculée pour le goodwill en évaluant la valeur recouvrable de chaque UGT (ou groupe d'UGT) à laquelle se rapporte le goodwill. Une perte de valeur est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable de l'UGT est inférieure à sa valeur comptable. Les pertes de valeur relatives au goodwill ne peuvent être reprises au cours de périodes futures.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée sont soumises à un test de dépréciation au niveau de l'UGT chaque année, au 31 mars, et lorsque des circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait avoir subi une dépréciation.

COMPTABILISATION DES PRODUITS DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

Les produits des activités ordinaires sont comptabilisés lorsqu'il est probable que des avantages économiques futurs iront à la Société et que ces produits peuvent être évalués de façon fiable. La Société évalue ses ententes génératrices de produits des activités ordinaires pour déterminer si elle agit à titre de contrepartiste ou d'intermédiaire.

Les produits tirés des commissions et des honoraires comprennent les produits générés par les services de courtage à la commission, qui sont comptabilisés à la date de la transaction, et ceux générés par la vente de produits et services tarifés, qui sont comptabilisés selon la comptabilité d'engagement. Les profits et les pertes réalisés et latents sur les titres achetés aux fins des transactions liées aux clients sont présentés comme des pertes de facilitation nettes et comptabilisés comme une réduction des produits tirés des commissions.

Les produits tirés des services de financement de sociétés comprennent les honoraires de prise ferme et les commissions gagnées sur les transactions de financement de sociétés. Les produits tirés des prises fermes et des autres transactions de financement de sociétés sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les honoraires de consultation se composent des honoraires de gestion et de consultation qui sont comptabilisés selon la méthode de la comptabilité d'engagement. Ils comprennent également les produits tirés des activités de fusions et acquisitions, qui sont comptabilisés lorsque la transaction sous-jacente est pratiquement conclue aux termes du mandat et que les produits correspondants peuvent être raisonnablement établis.

Les produits tirés de la négociation à titre de contrepartiste consistent en des produits gagnés dans le cadre des transactions de négociation à titre de contrepartiste et sont constatés selon la date de transaction.

Les produits d'intérêts sont constitués de l'intérêt gagné sur les comptes sur marge des particuliers, de l'intérêt gagné sur les soldes de trésorerie et d'équivalents de trésorerie de la Société, de l'intérêt gagné sur la trésorerie livrée à l'appui des activités d'emprunt de titres et des dividendes gagnés sur les titres détenus. Les produits d'intérêts sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

Les produits divers comprennent les profits ou les pertes de change, les produits tirés de nos services de courtage de correspondance et les produits tirés des frais d'administration.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Impôt exigible

Les actifs et les passifs d'impôt exigible pour la période considérée sont évalués au montant que la Société s'attend à recouvrer auprès des administrations fiscales ou qui leur sera versé. Les taux d'impôt et les réglementations fiscales utilisés pour calculer les montants sont ceux qui étaient adoptés ou quasi adoptés à la date de présentation de l'information financière dans les pays où la Société exerce ses activités et génère un résultat fiscal.

La direction évalue périodiquement les positions adoptées dans les déclarations fiscales à l'égard de situations pour lesquelles les réglementations fiscales applicables prêtent à interprétation, et établit des provisions le cas échéant.

L'impôt exigible lié à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres est comptabilisé dans les capitaux propres et non dans les comptes de résultat consolidés.

Impôt différé

L'impôt différé est comptabilisé selon la méthode du report variable. Cette méthode exige que l'impôt différé reflète les effets de l'impôt différé attendu des différences temporaires à la date de clôture entre la valeur comptable des actifs et passifs aux fins des états financiers et leur base fiscale.

Un passif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires imposables, sauf dans le cas où ces différences sont générées par des participations dans des filiales si la Société est capable de contrôler la date à laquelle les différences temporaires s'inverseront et s'il est probable qu'elles ne s'inverseront pas dans un avenir prévisible.

Un actif d'impôt différé est comptabilisé pour toutes les différences temporaires déductibles, le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et le report en avant de pertes fiscales non utilisées, dans la mesure où il est probable que l'on disposera d'un bénéfice imposable auquel ces différences temporaires déductibles et le report en avant de crédits d'impôt non utilisés et de pertes fiscales non utilisées pourront être imputés. La valeur comptable d'un actif d'impôt différé est revue à la date de clôture et est réduite dans la mesure où il n'est plus probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible pour permettre d'utiliser l'avantage de la totalité ou d'une partie de cet actif d'impôt différé. Les actifs d'impôt différé non comptabilisés sont évalués chaque date de clôture et sont comptabilisés dans la mesure où il est devenu probable qu'un bénéfice imposable futur permettra de recouvrer l'actif d'impôt différé.

Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux d'impôt dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt (et des lois fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la fin de la période de présentation de l'information financière. L'impôt différé est passé à titre de charges ou de produits dans les comptes de résultat, sauf s'il concerne des éléments directement crédités dans les capitaux propres, auquel cas l'impôt différé est imputé directement aux capitaux propres.

Taxe sur les ventes

Les produits des activités ordinaires, les charges et les actifs sont comptabilisés nets du montant de la taxe sur les ventes, sauf si le montant de la taxe sur les ventes engagée n'est pas recouvrable auprès de l'administration fiscale. Dans ce cas, la taxe sur les ventes est comptabilisée à titre de partie du coût d'acquisition de l'actif ou à titre de partie d'un élément de la charge. Le montant net de la taxe sur les ventes recouvrable auprès de l'administration fiscale ou exigible par celle-ci est inclus dans les créances clients ou les dettes fournisseurs dans les états de la situation financière consolidés.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Les employés (y compris les membres de la haute direction et les administrateurs) de la Société reçoivent une rémunération sous forme de transactions dont le paiement est fondé sur des actions, par lesquelles les employés rendent des services en contrepartie d'instruments de capitaux propres (transactions réglées en instruments de capitaux propres). Les administrateurs indépendants reçoivent également, dans le cadre de leur rémunération, des UAD qui ne peuvent être réglées qu'en trésorerie (transactions réglées en trésorerie). L'effet dilutif des options en cours et des paiements fondés sur des actions est pris en compte à titre de dilution additionnelle dans le calcul du résultat par action ordinaire après dilution.

Transactions réglées en instruments de capitaux propres

Dans le cas des transactions réglées en instruments de capitaux propres, la Société évalue la juste valeur des attributions à base d'actions à la date d'attribution et comptabilise les coûts à titre de charge sur la période d'acquisition des droits applicable avec une augmentation correspondante du surplus d'apport. Le coût est comptabilisé graduellement.

La Société estime le nombre d'instruments de capitaux propres dont les droits seront ultimement acquis lorsqu'elle calcule la charge attribuable aux transactions réglées en instruments de capitaux propres. Aucune charge n'est comptabilisée pour les attributions d'instruments de capitaux propres dont les droits ne sont pas ultimement acquis.

Lorsque les droits sont acquis, le surplus d'apport est réduit du montant applicable et le capital social est augmenté du même montant.

Transactions réglées en trésorerie

Les transactions réglées en trésorerie sont évaluées initialement à la juste valeur à la date de l'attribution. La juste valeur des UAD est passée à titre de charge au moment de l'attribution, étant donné qu'il n'existe pas de conditions d'acquisition des droits. Le passif est réévalué à la juste valeur chaque date de clôture jusqu'à la date de règlement au plus tard, et les variations de la juste valeur sont comptabilisées dans les comptes de résultat.

CONVERSION DES TRANSACTIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES ET DES COMPTES DES FILIALES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de la Société sont présentés en dollars canadiens, monnaie fonctionnelle de la Société. Chaque filiale de la Société détermine sa propre monnaie fonctionnelle, et les éléments inclus dans les états financiers de chaque filiale sont évalués au moyen de la monnaie fonctionnelle.

Transactions et soldes

Les transactions en monnaies étrangères sont initialement comptabilisées par la Société et ses filiales au cours de change de leur monnaie fonctionnelle respective en vigueur à la date de la transaction.

Les actifs et les passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective au cours de change en vigueur à la date de clôture. Toutes les différences de conversion sont comptabilisées dans les comptes de résultat consolidés.

Les actifs et les passifs non monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis par la Société et ses filiales dans leur monnaie fonctionnelle respective aux cours historiques. Les éléments non monétaires évalués à la juste valeur dans une monnaie étrangère sont convertis au cours de change en vigueur à la date à laquelle cette juste valeur a été déterminée.

Conversion des filiales étrangères

Les actifs et les passifs des filiales étrangères ayant une monnaie fonctionnelle autre que le dollar canadien sont convertis en dollars canadiens au cours en vigueur à la date de clôture, et les produits des activités ordinaires et les charges sont convertis aux cours de change moyens en vigueur pendant la période. Les profits latents ou pertes latentes découlant de la conversion des filiales étrangères sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global. En cas de cession d'un établissement à l'étranger, la composante des autres éléments du résultat global liée à cet établissement est comptabilisée dans les comptes de résultat consolidés.

La Société a également des actifs et des passifs monétaires qui sont des montants à recevoir des établissements à l'étranger ou à payer à ceux-ci. Si le règlement de ces montants à recevoir ou à payer n'est ni planifié ni probable dans un avenir prévisible, les écarts de change sont comptabilisés dans le cumul des autres éléments du résultat global, ces montants à recevoir et à payer représentant une partie de l'investissement net dans les établissements à l'étranger.

PROVISIONS

Lorsque la Société a une obligation actuelle découlant d'un événement passé, des provisions sont comptabilisées s'il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera requise pour éteindre l'obligation et si le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable. La charge connexe aux provisions est présentée dans les comptes de résultat, nette de tout remboursement. Lorsque l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, le montant de la provision est actualisé au moyen d'un taux courant avant impôt reflétant, le cas échéant, les risques spécifiques à ce passif. Lorsque les provisions sont actualisées, l'augmentation de la provision attribuable au passage du temps est comptabilisée à titre de charge d'intérêts.

Instruments financiers

Les instruments financiers représentent une partie importante de l'actif et du passif de la Société. Celle-ci a recours aux instruments financiers dans le cadre de ses activités de négociation et autres que de négociation. Les activités de négociation de Groupe Canaccord Genuity comprennent l'achat et la vente de titres à des fins de facilitation de transactions pour le compte de clients et la prise de positions de négociation à titre de contrepartiste dans le but de dégager un profit.

L'utilisation d'instruments financiers peut entraîner ou atténuer l'exposition aux risques de marché, de crédit ou de liquidité. Pour de plus amples renseignements sur la façon dont ces risques sont gérés, se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du présent rapport de gestion. Pour connaître les principales hypothèses qui ont été formulées pour évaluer les instruments financiers et autres instruments, se reporter à la rubrique « Méthodes comptables critiques et estimations » du présent rapport de gestion. Pour de plus amples renseignements sur les instruments financiers de la Société, se reporter à la note 7 des états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 mars 2016.

CHANGE

La Société gère son risque de change en couvrant périodiquement ses règlements en monnaie étrangère en attente. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces transactions sont constatés dans les résultats au cours de la période. Au 31 mars 2016, les contrats à terme en cours visant la vente de dollars américains avaient un notionnel de 2,0 millions \$ US, une diminution de 5,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2015. Les contrats à terme en cours visant l'achat de dollars américains avaient un notionnel de 1,5 million \$ US, une diminution de 10,5 millions \$ US par rapport au 31 mars 2015. La juste valeur de ces contrats était négligeable. Certaines activités de la Société aux États-Unis, au Royaume-Uni et en Europe, en Australie, à Singapour, à Hong Kong et en Chine se déroulent en monnaie locale; toutefois, tout risque de change à l'égard de ces activités est généralement limité, étant donné que les règlements en attente des deux côtés de la transaction se font habituellement dans la monnaie locale.

Ces contrats ont été conclus afin d'atténuer le risque de change sur les règlements de titres en monnaie étrangère en attente. La juste valeur de ces contrats est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance.

Le secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity de la Société au Royaume-Uni et en Europe se charge de la négociation de contrats de change à terme pour le compte de ses clients et de conclure des contrats correspondants avec les contreparties. La Société n'a pas d'exposition nette importante, en supposant que les contreparties ne manquent pas à leurs obligations.

CONTRATS À TERME STANDARDISÉS

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations qui sont des contrats d'achat ou de vente d'un montant standardisé d'une obligation du gouvernement du Canada sous-jacente, à une date et à un prix futurs prédéterminés, selon les modalités précisées par un marché à terme réglementé, et sont susceptibles de faire l'objet d'appels de marge au comptant quotidiens. La Société négocie des contrats à terme standardisés sur obligations afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur obligations en cours s'établissait à une position acheteur de 10,9 millions \$ (1,6 million \$ au 31 mars 2015).

Dans le cadre de ses activités canadiennes, la Société négocie également des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain afin d'essayer d'atténuer le risque de taux d'intérêt, le risque lié à la courbe de rendement et le risque de liquidité. Au 31 mars 2016, le notionnel des contrats à terme standardisés sur des obligations du Trésor américain en cours en position vendeur s'établissait à 12,3 millions \$ (9,5 millions \$ US) (néant au 31 mars 2015).

La juste valeur de tous les contrats à terme standardisés dont il est question ci-dessus est négligeable en raison de la courte durée jusqu'à leur échéance. Les profits et les pertes réalisés et latents ayant trait à ces contrats sont comptabilisés dans le résultat net au cours de la période considérée.

Modifications futures des méthodes comptables et des estimations

La Société surveille les modifications potentielles qui sont proposées par l'International Accounting Standards Board et analyse l'incidence qu'elles pourraient avoir sur ses activités.

Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés audités pour l'exercice clos le 31 mars 2016 pour de plus amples renseignements.

Contrôles et procédures de communication de l'information à fournir et contrôle interne à l'égard de l'information financière

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

En date du 31 mars 2016, il y a eu une évaluation, sous la supervision et avec la participation de la direction, dont le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, de l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information selon le Règlement 52-109. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que la conception et le fonctionnement de ces contrôles et procédures étaient efficaces en date du 31 mars 2016 et pendant l'exercice clos à cette date.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction, y compris le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques, a conçu le contrôle interne à l'égard de l'information financière aux termes du Règlement 52-109, qui vise à donner une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière et de la préparation des états financiers aux fins externes selon les IFRS. D'après cette évaluation, le président et chef de la direction et le vice-président à la direction et chef des finances et de la gestion des risques ont conclu que le contrôle interne de la Société à l'égard de l'information financière était conçu et fonctionnait efficacement en date du 31 mars 2016 et pendant l'exercice clos à cette date, et qu'il n'y avait aucune lacune importante au niveau du contrôle interne à l'égard de l'information financière.

CHANGEMENTS DANS LE CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière n'a subi aucune modification au cours de l'exercice clos le 31 mars 2016 qui a eu une incidence significative, ou est raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de Groupe Canaccord Genuity.

Gestion des risques

APERÇU

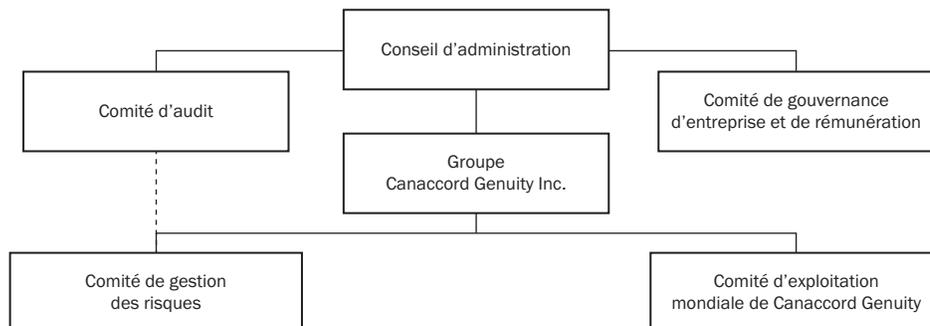
L'incertitude et le risque sont inhérents lorsque des activités sont menées sur les marchés financiers. À titre de participant actif aux marchés des capitaux canadien et international, Groupe Canaccord Genuity s'expose à des risques susceptibles d'entraîner des pertes financières. Les principaux risques de la Société sont le risque de marché, le risque de crédit, le risque opérationnel et d'autres risques. Par conséquent, la gestion des risques et la maîtrise de l'équilibre entre le risque et le rendement sont des éléments essentiels au maintien de la stabilité financière et de la rentabilité de la Société. Un cadre de gestion des risques efficace est donc partie intégrante du succès de Groupe Canaccord Genuity.

STRUCTURE DE GESTION DES RISQUES ET GOUVERNANCE

Le processus de gestion des risques rigoureux de Groupe Canaccord Genuity s'applique à un certain nombre de secteurs fonctionnels et exige des communications fréquentes, du jugement et une bonne connaissance de l'entreprise et de ses produits et marchés. La haute direction de la Société participe activement à la gestion des risques et a élaboré des politiques, des procédures et des rapports qui permettent à la Société d'évaluer et de maîtriser ses risques. Ces politiques et procédures sont constamment révisées et modifiées, car les activités, les marchés et les circonstances changent.

Dans le cadre de la philosophie de Groupe Canaccord Genuity en matière de risque, le prolongement de la première ligne de responsabilité en gestion des risques incombe aux directeurs de succursale, aux chefs de service et aux directeurs des bureaux de négociation (à l'intérieur de limites prescrites). La surveillance et le contrôle de l'exposition au risque de la Société sont menés par un large éventail de systèmes distincts, mais complémentaires, de présentation d'informations sur les finances, le crédit, l'exploitation, la conformité et l'aspect juridique.

La structure de gouvernance de la Société comprend ce qui suit :



Le conseil d'administration (le conseil) surveille le cadre de gestion des risques à l'échelle de la Société, dont la responsabilité est déléguée aux comités d'audit et de gestion des risques. Se reporter à la notice annuelle de l'exercice considéré de Groupe Canaccord Genuity pour de plus amples renseignements sur le mandat des comités d'audit en ce qui a trait à la gestion des risques.

Le comité d'audit aide le conseil à s'acquitter de sa responsabilité de surveillance en suivant de près l'efficacité des contrôles internes et de l'environnement de contrôle. En outre, il reçoit et examine diverses mises à jour trimestrielles et annuelles ainsi que des rapports sur les facteurs de risque importants et le programme général de gestion des risques.

Le comité de gestion des risques aide le conseil à s'acquitter de ses responsabilités de surveillance de l'exposition au risque par rapport à l'appétence pour le risque et, de manière générale, du processus de gestion des risques. Le comité de gestion des risques est dirigé par le chef des finances, qui agit également à titre de chef de la gestion des risques, et les membres du comité comprennent le chef de la direction et des représentants de la haute direction des entreprises productrices de revenus clés et des secteurs fonctionnels de Groupe Canaccord Genuity. Le comité identifie, évalue et surveille les principaux risques auxquels la Société est exposée en examinant et en approuvant l'appétence pour le risque de Canaccord, de même que les politiques, procédures et limites/seuils relatifs aux risques de la Société.

La séparation des tâches et la surveillance exercée par la direction sont des aspects importants du cadre de gestion des risques de la Société. Cette dernière compte un certain nombre de fonctions indépendantes des entreprises productrices de revenus qui effectuent des activités de gestion des risques, dont la surveillance, l'évaluation et l'analyse des risques. Ces fonctions comprennent la gestion des risques d'entreprise, la conformité, l'exploitation, les contrôles internes et l'analyse financière, la trésorerie, les finances de même que les questions juridiques.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché est le risque qu'une variation des cours ou de tout facteur de marché sous-jacent entraîne des pertes. Il incombe à chaque secteur de l'entreprise de s'assurer que sa position est prudente par rapport au risque de marché. En outre, la Société a établi des procédures visant à ce que les risques soient mesurés, étroitement surveillés, maîtrisés et communiqués à la haute direction.

Groupe Canaccord Genuity est exposée à un risque lié aux cours boursiers, à un risque de liquidité et à un risque de fluctuation du fait de ses activités de négociation de titres de participation comme contrepartiste. La Société est également exposée à un risque de taux d'intérêt, à un risque d'écart de taux et à un risque de liquidité précis à l'égard de ses transactions de négociation à titre de contrepartiste sur des titres à revenu fixe. En plus de la supervision et de l'examen actifs de ses activités de négociation par sa haute direction, Groupe Canaccord Genuity atténue son exposition au risque par l'application de diverses limites pour contrôler la concentration, la répartition et l'utilisation du capital, ainsi que de politiques et directives en matière de négociation. La Société gère et surveille ses risques dans ce domaine en appliquant des mesures quantitatives et qualitatives, à l'échelle de la Société ainsi que par pupitre de négociation et par négociateur. Groupe Canaccord Genuity exploite un système d'analyse de scénarios et de mesure de la valeur à risque (VaR) pour son portefeuille de titres de participation et de titres à revenu fixe. De plus, la direction examine et surveille régulièrement le niveau des stocks et les positions, les résultats des transactions de négociation, l'âge des positions et les niveaux de concentration. Par conséquent, la Société s'assure qu'elle est bien diversifiée en ce qui a trait aux facteurs de risque de marché et que ses activités de négociation respectent les niveaux de tolérance au risque établis par la haute direction.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte associé à l'incapacité d'une contrepartie de remplir ses obligations de paiement. Les activités de négociation des clients du secteur Gestion de patrimoine Canaccord Genuity et des secteurs d'activité sur marge de particuliers sont la principale source de risque de crédit pour Groupe Canaccord Genuity. Pour réduire au minimum son exposition financière dans ce domaine, la Société applique certaines normes de crédit et effectue des examens financiers à l'égard de clients et des nouveaux comptes.

Groupe Canaccord Genuity fournit à ses clients un financement sous forme de prêt sur marge. Dans le cadre d'une transaction sur marge, la Société consent un crédit pour une tranche de la valeur marchande d'une transaction sur titres dans le compte d'un client, jusqu'à concurrence de certains plafonds. Le prêt sur marge est garanti par les titres dans le compte du client. Dans le cadre de ces activités de prêt, Groupe Canaccord Genuity est confrontée à un risque de perte financière dans le cas où un client ne répond pas à un appel de marge si les cours des titres détenus en garantie baissent et si la Société est dans l'impossibilité de tirer une valeur suffisante de ces titres. Aux fins des prêts sur marge, Groupe Canaccord Genuity a établi des plafonds qui sont généralement plus restrictifs que ceux qui sont exigés par les politiques réglementaires applicables. En outre, Groupe Canaccord Genuity a établi des limites à l'égard des prêts consentis sur un titre individuel ou un groupe de titres dans un seul secteur afin de restreindre le risque de concentration.

Groupe Canaccord Genuity est aussi exposée à un risque de perte financière lié aux activités de négociation de ses clients dans le cas où celles-ci se traduisent par des montants exigibles ou en souffrance dans les comptes au comptant partiellement garantis. La Société a conçu un certain nombre de contrôles dans son système de gestion des ordres d'achat et de vente automatisé afin que les transactions par compte individuel et par conseiller individuel soient faites en conformité avec les plafonds et les paramètres de risque établis.

La Société se livre à diverses activités de négociation et de courtage dans le cadre desquelles les contreparties sont principalement des courtiers en valeurs mobilières, des banques, des chambres de compensation, des Bourses, des intermédiaires financiers et d'autres institutions financières. Ces activités comprennent l'activité de placement pour compte, l'emprunt et le prêt de titres de même que la signature de conventions de mise en pension et de prise en pension de titres. Lorsque les contreparties ne remplissent pas leurs obligations, Groupe Canaccord Genuity peut être exposée à un risque. Le risque de défaut d'exécution dépend de la solvabilité de la contrepartie ou de l'émetteur de l'instrument. La Société gère ce risque en imposant pour chaque contrepartie des limites de position

individuelles et générales, qu'elle surveille, au sein de chaque segment commercial, et elle passe régulièrement en revue le crédit des contreparties financières, examine les concentrations de titres et de prêts, détient et évalue à la valeur du marché la garantie sur certaines transactions et fait affaire avec certains organismes de compensation qui garantissent l'exécution.

Groupe Canaccord Genuity comptabilise une provision pour créances douteuses dans les frais d'administration. Toute perte réelle découlant des activités de négociation de ses clients ou qui s'y rapporte, selon ce qui est exposé ci-dessus, est imputée à cette provision. Par le passé, cette provision a suffi à couvrir les pertes réelles.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel est le risque de perte résultant de processus internes inadéquats ou ayant échoué, de fraudes, de gens et de systèmes, ou d'autres événements externes, comme des désastres ou des menaces pour la sécurité. Le risque opérationnel est présent dans l'ensemble des activités de la Société, y compris les processus, les systèmes et les contrôles utilisés pour la gestion d'autres risques. L'incapacité de gérer le risque opérationnel peut entraîner une perte financière, une atteinte à la réputation, des amendes réglementaires et l'incapacité à gérer les risques de marché ou de crédit.

Groupe Canaccord Genuity exerce ses activités sur différents marchés et s'en remet à ses employés et à ses systèmes pour traiter un nombre élevé de transactions. Pour atténuer ce risque, la Société a créé un système de contrôles internes et d'automatismes régulateurs aux niveaux appropriés qui comportent notamment le rapprochement des transactions au jour le jour, des procédures de contrôle liées à la compensation et au règlement, des transactions et des limites de valeur quotidiennes de toutes les applications de négociation, des contrôles des liquidités, de la sécurité physique, des procédures d'examen indépendant, des normes relatives à la documentation, des procédures de facturation et de perception ainsi que des contrôles d'autorisation et de traitement à l'égard des transactions et des comptes. De plus, la Société a mis sur pied un programme axé sur le risque opérationnel (se reporter à la rubrique « Contrôle et autoévaluation des risques » ci-après) qui aide Groupe Canaccord Genuity à mesurer, à gérer, à signaler et à surveiller les questions concernant le risque opérationnel. Groupe Canaccord Genuity a également des procédures de reprise après sinistre, des plans de poursuite des activités et des redondances intégrées en cas de panne de système ou de défaillance technique. En outre, la Société conclut des ententes de service avec des tiers et a recours à des audits de sécurité, le cas échéant.

Contrôle et autoévaluation des risques

Le contrôle et l'autoévaluation des risques ont pour but :

- de recenser et d'évaluer les principaux risques inhérents à l'entreprise et de les catégoriser en fonction de leur gravité et de leur fréquence;
- d'évaluer l'efficacité des contrôles mis en place à l'égard de ces risques principaux;
- d'atténuer les risques par l'établissement de plans d'action visant à améliorer l'environnement de contrôle, au besoin;
- de fournir aux membres de la direction une approche uniforme pour articuler et communiquer les profils de risque de leur domaine de responsabilité;
- de satisfaire aux exigences réglementaires et aux normes sectorielles.

Groupe Canaccord Genuity a mis en place un processus visant à établir quels sont les objectifs stratégiques de chaque groupe, unité ou service et à recenser, à évaluer et à quantifier les risques opérationnels qui restreignent la capacité de la Société d'atteindre ces objectifs. Les résultats du contrôle et de l'autoévaluation des risques servent spécifiquement à calculer les exigences du capital de risque opérationnel réglementaire pour les activités au Royaume-Uni et l'exposition au risque opérationnel dans l'ensemble des régions. Le contrôle et l'autoévaluation des risques sont mis à jour périodiquement et les résultats sont présentés au comité de gestion des risques et au comité d'audit.

AUTRES RISQUES

Les autres risques englobent les risques qui peuvent avoir une incidence importante défavorable sur les activités, mais qui sont de nature autre que le risque de marché ou de crédit ou le risque opérationnel.

Risque réglementaire et risque juridique

Le risque réglementaire résulte de la non-conformité aux exigences réglementaires, ce qui pourrait entraîner des amendes ou des sanctions. Groupe Canaccord Genuity a établi des procédures afin de s'assurer de respecter toutes les exigences légales et réglementaires pertinentes de chaque territoire. Ces procédures comprennent le traitement de certaines questions comme les exigences en matière de capital réglementaire, les exigences d'information, les contrôles internes à l'égard de l'information financière, les pratiques en matière de vente et de négociation, l'utilisation et la garde des fonds de la clientèle, l'octroi de crédit, la perception, la lutte contre le blanchiment d'argent, les délits d'initiés, les conflits d'intérêts et la tenue des comptes.

Le risque juridique découle des possibilités de poursuites au criminel ou de poursuites civiles ou réglementaires intentées contre Groupe Canaccord Genuity qui pourraient nuire considérablement aux affaires, aux activités ou à la situation financière de la Société. Groupe Canaccord Genuity compte un conseiller juridique en interne en plus d'avoir accès à un conseiller juridique externe pour l'aider à traiter des questions juridiques liées à l'exploitation et pour défendre ses intérêts dans le cadre de diverses poursuites.

Les pertes ou les coûts associés aux questions courantes d'ordre réglementaire et juridique sont inclus dans les frais d'administration dans les états financiers consolidés audités de Groupe Canaccord Genuity.

Risque de réputation

Le risque de réputation est le risque qu'une activité entreprise par une société ou ses représentants ternisse son image au sein de la collectivité ou mine la confiance du public à son égard, entraînant un ralentissement des produits des activités ordinaires, des poursuites ou un accroissement de la surveillance réglementaire. Le risque de réputation peut découler de défaillances d'ordre opérationnel, de la non-conformité aux lois et aux règlements ou au fait d'agir comme chef de file dans le cadre d'une opération de financement non réussie. Groupe Canaccord Genuity pourrait faire face au risque de réputation découlant de son association avec des clients passés ou présents de ses activités de financement de sociétés qui sont visés par un examen réglementaire ou judiciaire. Le risque de réputation peut aussi se refléter dans la satisfaction de la clientèle et les notations externes, comme des rapports d'analystes de titres de participation. En plus de ses divers contrôles, politiques et procédures en matière de gestion des risques, Groupe Canaccord Genuity s'est dotée d'un code d'éthique et de conduite des affaires officiel et d'un programme intégré axé sur la commercialisation, la marque, les communications et les relations avec les investisseurs afin de l'aider à gérer et à soutenir la réputation de la Société.

FACTEURS DE RISQUE

Pour plus de renseignements sur chacun des facteurs de risque qui s'applique aux activités de Groupe Canaccord Genuity et au secteur dans lequel elle exerce ses activités, se reporter à la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle de l'exercice considéré de la Société. Ces risques englobent, sans s'y restreindre nécessairement, ceux qui sont décrits dans la notice annuelle. Les investisseurs devraient examiner attentivement les renseignements sur les risques ainsi que d'autres renseignements présentés dans le présent document avant de prendre des décisions de placement. Il convient de noter que la liste n'est pas exhaustive, mais elle répertorie les risques que Groupe Canaccord Genuity juge d'une pertinence particulière. D'autres facteurs de risque peuvent exister.

RISQUE DE CONTRÔLE

En date du 31 mars 2016, les hauts dirigeants et administrateurs de la Société détenaient collectivement environ 6,9 % des actions ordinaires émises et en circulation de Groupe Canaccord Genuity Inc. (11,1 % des actions ordinaires après dilution). Si un nombre suffisant de ces actionnaires agissent ou votent ensemble, ils pourront exercer une influence importante sur toute question qui nécessite l'approbation des actionnaires, y compris l'élection des administrateurs de la Société, les modifications à ses statuts, les fusions et les plans d'arrangement en vertu des lois canadiennes, les fusions ou la vente d'une partie importante de ses actifs. Cela pourrait empêcher Groupe Canaccord Genuity de conclure des transactions qui pourraient être bénéfiques à la Société ou à ses autres actionnaires. De plus, des tierces parties pourraient ne pas être intéressées à présenter une offre publique d'achat visant l'acquisition d'une partie ou de la totalité des actions ordinaires en circulation de la Société.

En outre, au 31 mars 2016, l'actionnaire le plus important que connaissait la direction était 1832 Asset Management (« 1832 »). Selon la plus récente confirmation, 1832 détenait au total 6 146 925 actions de Groupe Canaccord Genuity Inc, soit 5,9 % des actions ordinaires émises et en circulation au 31 mars 2016.

Tout changement marqué de ces participations par suite de la vente ou d'une autre cession, ou toute acquisition importante par d'autres des actions ordinaires sur le marché libre ou dans le cadre de transactions de gré à gré, pourrait entraîner un changement de contrôle et des modifications dans les objectifs ou les pratiques de l'entreprise, ce qui pourrait influencer sur la rentabilité de Groupe Canaccord Genuity.

Restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires

Les restrictions sur la propriété et les transferts d'actions ordinaires énoncées dans les statuts de Groupe Canaccord Genuity pour empêcher des changements de contrôle non autorisés sans le consentement des autorités de réglementation pourraient, dans certains cas, influencer sur la négociabilité et la liquidité des actions ordinaires.

Politique en matière de dividendes

Des dividendes devraient être déclarés et payés trimestriellement, mais le conseil d'administration en déterminera le montant et le moment à son entière discrétion. Tous les paiements de dividendes dépendront de la conjoncture économique générale, de la situation financière, des résultats d'exploitation et des besoins en capital de Groupe Canaccord Genuity ainsi que d'autres facteurs que le conseil jugera pertinents.

Déclaration de dividende

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a examiné la politique de dividende de la Société à la lumière du contexte de marché et des activités commerciales de Canaccord et a approuvé la suspension continue du dividende trimestriel versé sur les actions ordinaires. Cette suspension sera revue chaque trimestre et sera fonction du contexte commercial et de la rentabilité.

Le 1^{er} juin 2016, le conseil d'administration a approuvé un dividende en espèces de 0,34375 \$ par action privilégiée de série A et un dividende en espèces de 0,359375 \$ par action privilégiée de série C, tous deux payables le 30 juin 2016 aux actionnaires inscrits le 17 juin 2016.

Renseignements supplémentaires

D'autres renseignements concernant le Groupe Canaccord Genuity Inc., y compris notre notice annuelle, se trouvent sur notre site Web à l'adresse www.canaccordgenuitygroup.com/FR/IR/FinReports/Pages/default.aspx et sur SEDAR à l'adresse www.sedar.com.